

# RAPPORT ANNUEL 2017



**GREAA**

GROUPEMENT ROMAND D'ETUDES DES ADDICTIONS



« Qu’importe le langage, si vous leur ôtez la voix. »  
Nabil Ayouch

## Billet du président 2

## Les plateformes 3

Plateforme Adolescents  
Plateforme Alcool  
Plateforme Fonctions dirigeantes  
Plateforme Gouvernail  
Plateforme Genre et Dépendances  
Plateforme Jeu excessif  
Plateforme Nightlife  
Plateforme Prévention  
Plateforme Prisons  
Plateforme Réduction des risques  
Plateforme Travail social hors-murs (TSHM)  
Plateforme Usagers  
Coordination Interplateformes

## Les invités 8

Gabrielle Badoux et Ken Brunner

## Les formations 10

Printemps 2017  
Automne 2017  
Interventions dans des cursus de formation  
Formations sur mesure  
Journées publiques

## Les projets 11

Alcochoix+ et Mes Choix  
Brochure Nightlife  
In medias : au coeur du dialogue  
PIA  
RISA

## Les mandats 14

Addictions et prisons  
Campagne Alcool et Semaine Alcool  
CRIAD - Coordination romande des institutions et organisations  
fordd - Fédération romande des organismes de formation dans le domaine des dépendances  
Hyperconnectivité et cyberaddiction  
Intervention Précoce  
PAC plus  
PAC  
PILDJ - Programme intercantonal de lutte contre la dépendance au jeu  
Du PNA - Programme national alcool - aux Stratégies nationales Addictions et MNT  
Stratégie nationale Addictions  
Académie des Dépendances

## Politique et représentation 20

ACTIONS POLITIQUES  
ORGANISATIONS ET POLITIQUES INTERNATIONALES  
COMMUNICATION  
RÉSEAUX SUISSES ET INTERNATIONAUX

## Coup de projecteur 25

Addictions en milieu carcéral

## Finances 26

## L’association 28



## BILLET DU PRÉSIDENT

*Cédric Fazan, Président du GREA*

**Cher-e-s membres,  
Cher-e-s collègues,**

Plus de quatre cents membres actifs issus du domaine des addictions et au-delà en Suisse romande.

Douze Plateformes, véritables incubatrices d'idées et espaces d'échanges de savoirs, de prises de parole et de position entre professionnels et directeurs d'institution mais également d'usagers. Un secrétariat constitué de huit collaborateurs et collobartrices engagés et épaulés par des stagiaires et des civilistes. Il gère les formations, les mandats et les projets, sans oublier tout le travail de sensibilisation et de lobby politique primordial dans notre domaine.

Un comité de quatorze membres, des travailleuses sociaux-ales, des médecins, des psychologues et des infirmier-ère-s, venant de tous les cantons romands.

A vous toutes et tous qui vous mobilisez pour le GREA et les valeurs qu'il défend, pour les personnes consommatrices qu'il défend, j'adresse un immense merci. Une telle mobilisation est exceptionnelle.

Votre engagement permet au GREA et ses membres, une reconnaissance, une force de proposition, une légitimité et une écoute qui dépassent nos frontières romandes. Nous pouvons grâce à vous établir des ponts entre professionnel-le-s aux niveaux national et international. La revue internationale francophone « Addiction(s): recherches et pratiques » en est un exemple probant. Nous faisons entendre la voix des praticien-ne-s et des usager-ère-s de psychotropes à maints niveaux administratifs et politiques, et ce, dans de très nombreux dossiers.

Une année 2017 couronnée de nombreux succès! Je pense notamment au déploiement de la Plateforme Fonctions dirigeantes, créée en 2016, et la naissance de la Plateforme Usagers. Notons aussi le mandat de gestion confié au GREA par la CRIAD.

Une année de construction interne et de préparation pour l'avenir. En effet, les défis quotidiens nous montrent que si les questions d'addictions sont « bien empoignées », les réflexions quant aux enjeux que

posent aujourd'hui la grande précarité sociale et la vulnérabilité des populations consommatrices sont moins étudiées ou moins thématiques, tant au niveau économique que politique.

Cette triple approche, addictions, précarité et droits humains est sans doute à explorer, car sur le terrain institutionnel et politique les fronts se cristallisent et ce n'est pas en faveur des usagers de psychotropes. Cette réflexion nous accompagnera certainement tout au long de 2018.

Alors, bientôt un GREAP? Un Groupement romand d'Études des Addictions et de la Précarité?

LES PLATEFORMES (PF) DU GREA OCCUPENT UNE PLACE IMPORTANTE DANS LE RÉSEAU DES ADDICTIONS EN SUISSE ROMANDE. ELLES PERMETTENT AUX PROFESSIONNELS D'ÉCHANGER SUR LES PRATIQUES DE CHACUN, DE DÉBATTRE DE THÈMES D'ACTUALITÉ OU TOUT SIMPLEMENT DE PARTAGER LES QUESTIONS ET LES DOUTES QUI ÉMAILLENT LE QUOTIDIEN. DE CES PLATEFORMES NAISSENT DES RELATIONS PROFESSIONNELLES, DES COLLABORATIONS PLUS ÉTROITES ET PARFOIS DES PROJETS COMMUNS. L'ANNÉE 2017 A VU LA NAISSANCE DE LA DOUZIÈME D'ENTRE ELLES, LA PLATEFORME USAGERS.

## Plateforme Adolescents

**Coordination :** *Romaine Jacquier, Le Repuis, Grandson*

L'année 2017 a vu la PF Ados évoluer sous plusieurs aspects réjouissants! Nous avons eu le plaisir de concrétiser enfin notre souhait d'accueillir des professionnels de première ligne (foyers, mesures judiciaires, structures de formation, entre autres). L'apport de ces nouveaux regards a permis de mettre encore une fois en lumière la nécessité de chercher à faciliter, promouvoir et renforcer les collaborations entre les acteurs des différents étages de la pyramide IP.

Partie du constat qu'il existe une réelle difficulté pour les intervenants de première ligne à soutenir les adolescents, très souvent peu demandeurs d'aide durant la phase d'orientation vers une structure de soins spécialisée, la PF a souhaité relever le défi de rédiger un document listant les différents types d'actions possibles dans le but de promouvoir et faciliter ces démarches d'accompagnement.

Un petit groupe de travail s'est ainsi formé afin de s'atteler à la rédaction de ce document «boîte à outils» qui sera diffusé auprès de tous les acteurs en contact avec des adolescents qu'ils soient enseignants, éducateurs, parents, proches ou autres encore. Ce document se veut complémentaire à la brochure précédemment rédigée «Adolescence aux risques de l'addiction» ainsi qu'à la brochure «Intervention précoce».

La question de la promotion et de la diffusion de l'art. 3c de la loi sur les stupéfiants, encore bien trop méconnu, est également au centre de certaines de nos réflexions.

Le «petit cousin» de la PF Ados, à savoir le groupe de travail «police et milieux éducatifs», a également donné naissance à un document officiel recensant des recommandations de bonnes pratiques. Il a élaboré des objectifs communs et clarifié les rôles de chacun.

La PF remercie Mélody Baumat qui a quitté la coordination pour s'envoler vers de nouveaux défis professionnels.

## Plateforme Alcool

**Coordination :** *Françoise Kündig, La Croix-Bleue Romande, Chavannes-Renens*

La PF est principalement destinée à toutes les personnes travaillant dans le domaine alcool, mais également à toute personne travaillant dans d'autres domaines des addictions. Chaque institution peut déléguer un représentant permettant ainsi un échange interinstitutionnel.

Les objectifs communs posés pour 2017, comme une meilleure connaissance du réseau addiction par la visite d'une institution, ou une présentation plus spécifique de nos services, ont eu un bon accueil des participants. Les quatre dates que nous avons agendées ont pu être respectées.

Nous avons ainsi pu bénéficier, le 26 septembre 2017, de l'accueil de la Fondation des Oliviers par Luc Longueville, qui nous a présenté la fondation et permis la visite de celle-ci. Nous avons terminé par une invitation au repas de midi. Une présentation du service des HUG par Fabienne Grondin nous a permis de comprendre leurs prestations. Nous avons aussi réactivé la Sous-Plateforme Alcool Âge. Celle-ci est essentielle dans le soutien au Projet intercantonal Alcool.

Question de sens: à quoi servent les plateformes? Principalement à mettre en commun nos pratiques et tisser des liens entre les différents acteurs du réseau romand. Nous ne pouvons que vous encourager, malgré votre charge de travail, à participer régulièrement à une plateforme.

Les objectifs pour 2018 restent une amélioration de nos connaissances du réseau alcoologique et le partage autour de projets communs comme la Journée Alcool.

## Plateforme Fonctions dirigeantes

**Coordination :** *Hervé Durgnat, Argos, Genève*

La Plateforme Fonctions dirigeantes s'est réunie quatre fois, une fois à chaque saison. Dix à quinze directrices et directeurs d'institutions y participent. Les séances

ont permis un espace de parole démocratique et offert une écoute et un soutien possibles aux personnes en fonction de direction, une fonction pas toujours facile.

En 2017, les échanges se sont orientés sur les relations avec les cantons, les pratiques internes et les échanges avec les partenaires français. En bref, dans un esprit constructif et solidaire, les membres de la PF ont pu partager :

- Les préoccupations de chacun sur le plan des relations avec les autorités cantonales respectives, les conditions d'octroi de financement des prestations et, plus rarement, d'éventuelles nouvelles.
- Les enjeux possibles de devoir implanter, ou de modifier certaines stratégies à l'intérieur de son dispositif et de communiquer ces changements vers l'extérieur.
- La préparation de la rencontre avec la faitière française Fédération Addiction sur le thème de l'avenir de nos dispositifs résidentiels. Ce thème est porté à l'agenda 2018 de la plateforme.
- Les remerciements à la suite du départ de Frédéric Richter pour l'aide qu'il nous a apportée pour la mise en place de cette PF et son travail de rédaction au fil des séances.

## Plateforme Gouvernail

**Coordination :** Catherine Dorthe, REPER, Fribourg

Trois réunions de la PF Gouvernail ont été vécues dans le cadre du GREA, partenaire par ailleurs du programme. Ces réunions de PF visent trois objectifs :

- Permettre aux utilisateurs du programme «Gouvernail» de recevoir une sensibilisation régulière sur des thématiques actuelles liées à l'adolescence.
- Montrer les liens entre ces thématiques et les outils «Gouvernail».
- Donner la possibilité aux utilisateurs du programme de se rencontrer et d'échanger sur leur utilisation des outils.

Les participants de la PF, tous utilisateurs du programme «Gouvernail» dans leur structure respective, proviennent de tous les cantons romands et de la Berne francophone. Ils travaillent dans des foyers résidentiels et non résidentiels pour adolescents: AEMO, centres ORIF, classes relais et MATAS, SEMO et PREFO. Ces professionnels sont régulièrement confrontés à «des conduites à risque» touchant les adolescents, notamment dans le domaine

des addictions. Le programme Gouvernail leur permet d'aborder les conduites à risque avec les jeunes de manière ludique et non moralisatrice.

La prise de risques a été la thématique de l'année et les plateformes ont eu comme titres et intervenants :

- «Obtention d'un permis et prévention des conduites à risque» animée par Pierre-André Singer, chef du secteur prévention de l'Office de la circulation et de la navigation du canton de Fribourg.
- «Prévention des troubles alimentaires: des outils pour en parler» animée par Marilynne Perroud, diététicienne diplômée ASDD.
- «Écrans, jeux vidéo: quels défis ?» animée par Cyrill Gerber, thérapeute spécialisé à Santé bernoise.

Trente-huit personnes ont pu profiter de cet espace d'échanges et de formation, très apprécié pour son côté actuel et diversifié. Dès cette année, l'une des trois PF annuelles a lieu ailleurs qu'au GREA, afin que les utilisateurs puissent découvrir d'autres terrains. En 2017, Santé bernoise a accueilli la PF. Le thème de l'année 2018 sera «le sens de la vie».

## Plateforme Genre et Dépendances

**Coordination :** Valérie Dupertuis, Rel'ier, Lausanne

La PF s'est réunie en juin 2017 pour réfléchir aux attentes et aux besoins concernant la poursuite de la PF Genre. Cette séance, animée par Sonja Birbaum (Le Torry) et Valérie Dupertuis (Rel'ier), a mis en évidence la volonté et la pertinence de poursuivre les réflexions sur les questions de genre en élargissant toutefois les thématiques abordées, en y intégrant davantage les thèmes de la sexualité et de la parentalité en particulier.

Les professionnel.le.s intéressé.e.s à s'impliquer dans ce processus se sont réuni.e.s à deux reprises durant l'automne 2017. Ces séances ont fait ressortir la nécessité d'approfondir la question de la sexualité, notamment en renforçant les échanges interdisciplinaires entre le domaine de la santé sexuelle et celui des addictions. Cela en vue de développer des pistes pour aborder les questions de sexualité et d'identité de genre dans le cadre des accompagnements dans le domaine des addictions et, ainsi, d'être en mesure de garantir l'accès, le respect et le maintien des droits sexuels des personnes.

Cette collaboration débutera en 2018 lors de la Journée Interplateformes du GREA, avec pour thème la sexualité.

## Plateforme Jeu excessif

**Coordination:** *Romaine Darbellay, Addiction Valais, Sion, et Svetlana Dimova, Centre du Jeu Excessif, Lausanne*

La PF s'est réunie à trois reprises en 2017. Lors de la première rencontre, le principal sujet abordé a été la charte en cours de réalisation qui permettra de clarifier la collaboration entre les professionnels de la prévention et les opérateurs, notamment sur des points comme la transparence, la propriété intellectuelle, l'évaluation et l'éthique au sein de ladite collaboration. Au cœur des discussions également: la Ljar (Loi sur les jeux d'argent) dont les enjeux portent sur l'IP blocking des sites de jeux d'argent en ligne étrangers et l'extension des mesures sociales aux loteries. Niels Weber a constaté une augmentation des appels sur le numéro vert à la suite de la conférence de presse autour de «Jeu Contrôle».

La deuxième rencontre de la PF a ouvert l'espace à un état des lieux de l'outil «Jeu Contrôle» et des stratégies de promotion qui seront mises en place, dont le stand «Tous joueurs» qui sillonnera tous les cantons romands. L'actualité régionale a été remplie: les séjours résidentiels d'Addiction Jura, la mise en place de l'e-conseil chez Santé bernoise (Safe Zone), la fin de la troisième édition du CAS par le Centre du Jeu excessif, la tenue du Symposium international à Fribourg, la restructuration de la Fédération Addiction Neuchâtel. Sophia Achab nous a fait part de la mise en place d'une consultation Cyberporno aux HUG et de l'engagement d'un sexologue formé en addictions.

Lors de la troisième rencontre, Romaine Darbellay a fait un retour positif de la Semaine de prévention au Casino de Montreux. Cette dernière est née de la collaboration entre Addiction Valais, le Centre du jeu excessif et les mesures sociales du casino avec le soutien du PILDJ. Le but de cette semaine était de mener une action sur le lieu de jeu et de rencontrer/sensibiliser les joueurs.

## Plateforme Nightlife

**Coordination:** *Kim Carrasco, Rel'ier (Le Relais), Lausanne, puis Roxane Mégevand, Nuit Blanche? (Première Ligne), Genève, et Elisa Rosselli, Point d'chute, Neuchâtel (dès le 01.12.2017)*

La PF Nightlife est composée d'une vingtaine de professionnels romands du domaine de la prévention et/ou de la réduction des risques en milieu festif. En 2017, elle a choisi de réfléchir à son fonctionnement. Dans un souci d'efficacité, trois groupes de travail thématiques ont été mis sur pied pour mieux répondre aux attentes des professionnels.

Le groupe Brochure Nightlife planche sur l'élaboration du document éponyme. La brochure vise à servir tant de référentiel pour les professionnels que d'argumentaire en faveur de mesures de prévention et réduction des risques en milieu festif pour les partenaires.

Le groupe Formation et Pairs a pris forme pour échanger les supports de cours et les compétences de chacun. Le souhait d'une rencontre romande pour les pairs a été exprimé: elle se veut complémentaire à la formation SNS dans la volonté de poursuivre les liens avec la coordination nationale.

Le groupe Communication et Promotion veut renforcer la mise en commun des ressources au niveau du matériel des campagnes de prévention et des moyens de promotion. Le but est de profiter des bonnes pratiques existantes et créer des synergies, par exemple, l'élaboration d'un message unique pour une formation ou un événement national.

La PF est passée de quatre séances plénières à deux par année. En novembre 2017, le coordinateur de la PF, Kim Carrasco, a passé la main à Elisa Rosselli et Roxane Mégevand après quatre années à cette fonction

## Plateforme Prévention

**Coordination:** *Valérie Wenger Pheulpin, Drop-in – Addiction Neuchâtel, Neuchâtel*

La PF Prévention, composée de professionnels de tous les cantons romands et du Jura bernois, s'est réunie à trois reprises durant l'année 2017.

La première séance a été l'occasion pour Carrefour AddictionS de présenter le site internet [www.MonAdo.ch](http://www.MonAdo.ch), qui donne les moyens aux parents de s'impliquer auprès de leurs ados. Addiction Valais a exposé sa nouvelle application «Fiesta Drive», option de covoiturage permettant de réduire les risques d'accidents liés à la consommation d'alcool.

La deuxième séance a abordé le thème de la gestion des consommations de substances chez les adolescents se trouvant en foyer. Le GREA a présenté ses recommandations sur la collaboration entre police, milieux éducatifs et addictions, fruit d'une réflexion menée en 2016 et 2017. La démarche répond à l'art. 3c de la LStup, valorisant le soutien thérapeutique comme alternative aux sanctions pénales.

D'autres projets adressés aux jeunes ont été présentés en 2017 au sein de la PF. En effet, plusieurs acteurs du domaine de la prévention se sont intéressés aux jeunes se trouvant en période de formation et/ou d'insertion professionnelle. Ainsi en 2017, le GREA et Radix ont élaboré un document de référence pour mettre en œuvre de l'Intervention Précoce auprès des jeunes adultes en voie de formation/insertion. De son côté, Addiction Suisse a proposé de nouveaux outils dont un clip vidéo qui aide l'employeur à ouvrir le dialogue et à aborder le sujet délicat de la consommation avec un apprenti. Le projet de prévention en entreprise «Prev@work» a notamment été présenté.

Autre thème soulevé durant 2017 : l'identité de genre et l'orientation sexuelle des jeunes. Des études attestent d'une prévalence de consommation dans les milieux LGBT. La PF Prévention, avec d'autres PFs, questionne les pratiques. Questionnement qui annonce l'ouverture d'un nouveau chantier GREA pour 2018.

## Plateforme Prisons

**Coordination :** *Georges Gottignies, Le Levant, Lausanne et Nicolas Peigné, HUG, Genève*

Dans le cadre de la PF Prisons, nous avons été invités aux Etablissements de la Plaine de l'Orbe pour échanger autour de l'encadrement social et médical en prison. Les discussions, riches, nous ont permis de discuter autour des enjeux liés à la collaboration interprofessionnelle en milieu carcéral.

En fin d'année, les membres de la PF ont eu l'occasion de visiter les prisons du Jura, à Porrentruy et Delémont. Nous avons également pu découvrir l'offre de soins d'Addiction Jura.

Là encore, les échanges ont été très enrichissants et montrent, s'il est encore besoin de le rappeler, l'importance d'une collaboration entre ces deux mondes, à la fois lointains et dépendants, de la santé et du carcéral.

Pour 2018, une plateforme sur le thème de la santé en prison devrait être mise sur pied.

## Plateforme Réduction des Risques

**Coordination :** *Thibaut Terrettaz, Rel'ier, Lausanne*

Les membres de la PF Réduction des Risques se sont réunis à trois reprises en 2017. La PF a été marquée par de nombreux échanges, le partage de connaissances et de projets réalisés et l'intérêt pour des thématiques spécifiques.

En début d'année, la visite du Tremplin à Fribourg a servi de socle aux discussions sur le thème de l'intégration des usagers aux projets des structures actives dans le champ de la réduction des risques. Cette journée s'est poursuivie par la présentation d'une série de six films d'animation du Rel'Aids, réalisés par les usagers. Quand les bénéficiaires sont encadrés, ils s'impliquent dans leurs projets et leurs résultats sont probants.

En juin, la PF a évoqué le Premier Sommet francophone et la Conférence Internationale de Réduction des Risques à Montréal, auxquels plusieurs Romands ont participé. Les thèmes principaux étaient la décriminalisation et les réformes des politiques drogue. Plusieurs structures ont participé aux événements de la journée d'action de la campagne mondiale «Support don't punish» du 26 juin. Le film «A day in the life», un documentaire de 1 h25 sur la vie de huit usagers dans le monde a notamment été diffusé à cette occasion.

La gestion du CBD et du vapotage dans les institutions a aussi été abordée. La PF a accueilli l'association suisse de défense du vapotage, Helvetic Vape, en novembre. Celle-ci a fourni des informations sur le vapotage, son statut légal, son mode de taxation, ses risques en matière de fumée passive, son coût, ainsi que sur la possibilité de fumer dans les lieux publics ou au bureau.

Enfin, la responsable de la Stratégie nationale Addictions à l'OFSP, Mirjam Weber, est venue présenter la stratégie qui fait la part belle à la réduction des risques et s'ouvre aux nouvelles formes d'addiction.

## Plateforme Travail social hors-murs (TSHM)

**Coordination :** *Matthieu Forest, Espace Prévention La Côte, Morges*

Composée de travailleurs sociaux hors-murs (TSHM), cette PF, fédérée autour de la Charte, se définit comme un groupe de pairs engagés dans le travail social hors-murs. Plusieurs rencontres d'une journée ont eu lieu. L'accent a été mis sur l'analyse des pratiques, la posture éthique et la promotion du travail social hors-murs.

Cette année, les sujets suivants ont été abordés :

- Difficulté à évaluer la capacité réelle des jeunes à réaliser un projet ou à prendre telle ou telle direction. Faut-il les encourager dans leurs «fantasmes» ou les ramener à la réalité ?
- Café citoyen sur le thème «Comment favoriser la participation citoyenne en tant que TSHM ?»

- Présentation du FOPSI (Forum des opérateurs de proximité de Suisse italienne).
- Instrumentalisation des TSHM par les politiques: Quels enjeux en période d'élection? Quels effets sur le terrain? Comment alors aller vers notre public cible?
- Comment la PF peut-elle relayer notre expérience de TSHM, la faire remonter?
- Le passage à la vie d'adulte: émancipation des jeunes?

L'événement le plus notable de 2017 a été sans conteste la publication du référentiel TSHM. Fruit d'une longue et passionnante construction collective, ce projet, mené depuis 2012, s'est finalement concrétisé. Un vernissage a été organisé au mois d'avril au Casino de Montbenon à Lausanne.

La PF latine des TSHM a créé un groupe de travail pour réfléchir à l'avenir et à l'organisation de la PF TSHM. Il est important de renforcer les liens interrégionaux, en réfléchissant, par exemple, à la création d'une entité nationale des TSHM. Une rencontre TSHM nationale a eu lieu en 2017. Une délégation de la PF TSHM latine s'est rendue à Zurich sur invitation de la PF alémanique.

Sur le plan international, le coordinateur de la PF, accompagné d'un jeune Morgien, s'est rendu à Bruxelles les 18 et 19 avril 2017 pour la consultation européenne des enfants et des jeunes en situation de rue. Cette consultation, organisée par Dynamo, a permis de faire connaître la réalité et les besoins de terrain aux différentes organisations présentes, ONU et Commission européenne notamment. Des liens ont également pu être tissés entre les différentes PF européennes.

## Plateforme Usagers

**Coordination:** *Gabrielle Badoux, Lausanne et Philippe Poirson, Genève*

Le 3 octobre 2017 a vu le lancement officiel de la PF Usagers au sein du GREA. Depuis le printemps, le projet était en gestation. Cette période préliminaire de quelques mois a permis de défricher le terrain entre les premiers participants. Trouver la position adéquate pour une PF dans le cadre d'une structure de professionnels et de ses PF thématiques a nécessité certains ajustements. La PF se compose de participants qui, dans ce cadre, expriment des problématiques de leur point de vue d'usagers.

L'objectif global de la PF est d'informer, conseiller

et épauler les professionnels dans l'élaboration et le renforcement du principe « d'usager au centre » et du concept « d'empowerment des acteurs » au coeur des nouvelles stratégies nationales. Il s'agit de faire reconnaître les droits et responsabilités des usagers, leur participation dans l'élaboration des politiques, programmes et mesures les concernant au premier chef.

Près de dix personnes issues des cantons de Genève, Vaud et du Valais y participent. Elles sont engagées dans des associations d'usagers, des organisations sociales ou la vie politique. Au niveau des usages, une pluralité de pratiques est déjà représentées: du café à l'alcool, de la nicotine aux somnifères, de l'héroïne au cannabis, du jeu au binge watching, etc. La PF est appelée à s'élargir à d'autres acteurs et cantons.

Par ailleurs, les usagers sont aussi des êtres humains. Les rencontres de 2017 ont été l'occasion de se découvrir et d'établir un espace de discussion ouvert et bienveillant, en créant des éléments de complicité, de compréhension et d'entente au-delà de nos différences et de la pluralité de nos situations et usages.

## Coordination Interplateformes

**Responsables:** *Joëlle Meuwly, Marie Cornut (dès le 01.07.2017)*

Le 7 mars 2017 a eu lieu la première Journée Interplateformes, « Quels futurs pour le domaine des addictions? ». Elle a rassemblé une cinquantaine d'acteurs, permettant aux douze PFs du GREA de mieux se connaître et de réfléchir ensemble à l'avenir.

Les coordinateurs des PFs du GREA se sont ensuite rencontrés le 2 octobre 2017 pour faire le bilan du soutien administratif du secrétariat GREA aux PFs. Très apprécié, celui-ci a renforcé le lien entre le GREA et les professionnels des PFs. Il y a été également décidé de constituer un petit groupe de travail pour organiser une deuxième journée. Ce groupe de travail s'est réuni une première fois le 12 décembre 2017, afin de faire émerger les besoins et attentes des professionnels, et a permis d'échanger sur les scénarii envisageables.

Le GREA, ayant noté un intérêt partagé des PFs sur les questions de genre et de la sexualité, a proposé que la deuxième Journée Interplateformes porte sur ces thématiques. Elle devrait être l'occasion de mutualiser les pratiques pour aborder plus facilement les questions de genre et de sexualité. Cette deuxième Journée Interplateformes se déroulera en automne.



## LES INVITÉS



Gabrielle Badoux, Lausanne et Ken Brunner, Genève

La Plateforme Usagers est sortie de son œuf en 2017 comme l'un des aboutissements à une longue réflexion au GREA sur la place des usagers dans le domaine des addictions. L'occasion est belle pour laisser ici la parole à ceux qui l'animent, usagers ou anciens usagers. Interview croisé.

### Qui êtes-vous ?

**Gabrielle Badoux (GB):** abstinente depuis quelques années, secrétaire-réceptionniste dans la réinsertion, coordinatrice de la Plateforme Usagers du GREA et secrétaire générale du Parti bourgeois démocratique Vaud.

**Ken Brunner (KB):** usager, président de l'association FMR, chroniqueur de la Radio-FMR, engagé dans la réduction des risques et membre de la Plateforme Usagers.

### En quoi votre engagement est-il important ?

**GB:** Parce que ça me tient à cœur. Ma consommation, ainsi que les problèmes liés à celle-ci, n'est pas un secret. Parfois, les gens sont choqués par la facilité que j'ai d'en parler, mais j'ai pu ainsi aider plusieurs personnes consommatrices ou leurs proches. Si mes galères peuvent aider une seule personne, c'est déjà beaucoup pour moi.

**KB:** Transmettre mes expériences me semble être la meilleure manière de les rendre utiles aux autres. Au sein de l'association FMR, nous souhaitons privilégier le dialogue avec les professionnels, tout en donnant la parole à ceux qui ne l'ont habituellement pas.

### Quel regard portez-vous sur les usagers ?

**KB:** Le même que sur le monde, vu que nous sommes tous des usagers. Seuls les produits et les comportements changent.

**GB:** Question très vague. En matière d'usages, problématiques ou non, non-jugement, empathie, solidarité... Chaque personne, chaque consommation sont différentes, et je mets un point d'honneur à ne pas faire de généralités. Du moins, j'essaie.

**KB:** Je suis d'accord avec Gab, la question mériterait d'être plus précise.

### Quel regard portez-vous sur les professionnels qui accompagnent les usagers ?

**GB:** Tous sont différents, et globalement j'en pense que du bien. Toutefois, j'ai parfois eu l'impression de parler à une encyclopédie... Dans le sens où chacun

sait ce que sauter d'un pont fait, mais seul celui qui a sauté connaît le sentiment et le ressenti dans les trois derniers mètres. Lorsqu'un professionnel me parle du point de vue scientifique, je profite de son expérience pour approfondir mes connaissances. Mais pas quand il théorise un sentiment ou un ressenti.

**KB:** J'ai eu l'occasion de rencontrer toutes sortes de professionnels durant plus de vingt ans de consommation, et franchement il y a de tout. Globalement, je porte un regard positif. De gros changements ont été opérés avec les années.

**GB:** C'est vrai qu'en peu de temps la politique d'accompagnement thérapeutique a évolué. Notamment en ce qui concerne la réduction des risques.

### Que pensez-vous de la prise en charge de l'addiction ?

**KB:** Je dirais qu'elle est plutôt bonne. Je regrette néanmoins le manque de variété des traitements proposés qui sont orientés vers les cures de substitution. Les possibilités de sevrages à sec assistés diminuent et restreignent d'autant les traitements proposés.

**GB:** Je suis tout à fait d'accord. J'ajouterais qu'en effet les possibilités diminuent, alors que nous désirons aller vers des traitements plus personnalisés. Certes, cela nécessiterait plus de moyens, financiers et humains. Toutefois, je reproche un peu aux institutions d'être passées d'un extrême à l'autre, de l'abstinence totale à la consommation contrôlée, et ceci surtout pour garder leurs subventions. Au niveau thérapeutique, elles ont tendance à s'enfermer dans un seul modèle. Ce n'est certainement pas pour rien qu'on dit de certaines institutions qu'on y entre avec un problème de consommation de cannabis et qu'on en ressort accro à l'héroïne.

### Quel rôle ont ou devraient avoir les usagers dans la politique addictions ?

**KB:** Ils devraient en tout cas être au centre de la politique addictions, mais ce n'est pas toujours le cas. Pour la méthadone par exemple, les lobbys pharmaceutiques sont si puissants que cela fausse la thérapie nécessaire.

**GB:** Je pense que, du côté des professionnels des addictions, nous sommes de plus en plus pris en considération et intégrés aux discussions, mais que ce n'est pas le cas au niveau politique suisse et international. Il incombe aux professionnels de porter notre voix plus haut et de ne pas nous laisser sur le banc des spectateurs. Nous sommes parfois les « usagers

alibis»: stigmatisation, amalgame, marginalité font oublier que tout peut devenir addiction, et que cela ne se porte pas sur soi. J'entends par là qu'on oublie passablement d'usagers et leur entourage. Je pense essentiellement aux personnes encore bien intégrées professionnellement, mais qui ne souffrent pas moins pour autant, et aux addictions sans substance.

**KB:** En effet, la stigmatisation des personnes toxico-dépendantes, entre autres, représente la plus grosse part du problème.

## Et dans la société, quel rôle ont-ils ?

**GB:** Le mauvais rôle (rire). Plus sérieusement, je pense que nous devrions plus nous investir en tant qu'usagers. Mais il est difficile, premièrement, de s'investir et, deuxièmement, de sortir d'un anonymat forcé.

**KB:** Les usagers pourraient apporter de nombreuses choses à la société, pour autant que la société leur en laisse la chance.

**GB:** Le problème demeure la stigmatisation, le comment les usagers sont perçus. Toutefois, il faut aussi que les usagers qui le peuvent sachent saisir les opportunités et osent le faire.

**KB:** C'est tout le sens du débat. Selon son état du moment, il ne sera pas capable de faire le nécessaire et ne pourra pas mettre l'énergie requise à son mieux-être.

**GB:** C'est clair: au fond du caniveau avec une seringue dans le bras n'est pas le moment idéal! C'est une image certes totalement stigmatisante, mais je ne me permettrais pas de l'utiliser si je ne l'avais pas vécue. Note que, pour être plus soft, j'aurais aussi pu dire le nez dans la poudre entre deux séances de direction. Là où je veux en venir, c'est qu'il faut commencer par sauver sa peau avant de pouvoir aider les autres.

## Qu'est-ce que les professionnels des addictions devraient savoir ?

**GB:** Que chaque personne est différente et mérite une attention personnalisée.

**KB:** Je pense que de travailler davantage avec les usagers et de joindre la théorie à la pratique augmenteraient l'efficacité des prises en charge. De plus, je reste surpris de constater que peu d'anciens usagers sont employés et salariés dans des centres de traitement résidentiel.

## Y a-t-il quelque chose que vous aimeriez dire aux professionnels ?

**GB:** Pour commencer, merci! Je sais que le domaine, essentiellement sur le terrain, est tout sauf facile. Ce que je pourrais leur dire c'est de communiquer davantage avec la société afin de nous déstigmatiser. De le faire de façon simple: en vulgarisant leurs propos pour les rendre accessibles.

Quant à l'accompagnement, j'ai envie de leur dire de ne pas oublier l'entourage qui souffre également, de plus travailler en réseau et de mettre l'usager au centre. Dans le sens de l'intégrer aux discussions en le considérant comme l'expert qu'il est, et pas comme simple sujet.

**KB:** Que j'apprécie les évolutions constatées ces dernières années et je les encourage à continuer dans ce sens.

**GB:** J'aurais encore plein de choses à leur dire, mais je ne veux pas faire de généralités. Chaque professionnel, tout comme les usagers, est différent. Je préfère donc leur parler directement, pour autant que j'en aie la possibilité. Juste encore une petite chose, ce serait extra si tous les professionnels utilisaient le même vocabulaire.

**KB:** Personnellement je suis admiratif des travailleurs sociaux de rue. Ils sont les plus proches des problématiques et souvent les plus efficaces lorsqu'il s'agit de les régler. J'aurais volontiers fait ce travail.

## Que souhaitez-vous pour les usagers dans l'avenir ?

**KB:** De l'écoute, du respect, de l'aide, pouvoir être investi dans les décisions nous concernant. Comme ils disent à Montréal «Plus jamais rien sur nous, sans nous». Sur le plan communal, il me semble essentiel d'enfin disposer d'un local de consommation sécurisé.

**GB:** Dans un monde idéal, je souhaiterais une politique totalement différente, dirigée sur la dépénalisation, la réglementation et la régulation du marché. On pourrait penser que nous nous dirigeons vers cette solution, pourtant dans le monde restreint des professionnels des addictions nous n'en sommes pas tous convaincus. Alors, qu'en est-il en dehors de notre petit cercle? De plus, nous sommes en face de lobbyistes puissants. Sans compter les narcotrafiquants qui ne vont certainement pas se laisser prendre leur marché sans rien dire.



*La radio FMR est le porte-voix des usagers.*

LE GREA PROPOSE DES FORMATIONS DANS LE DOMAINE DES ADDICTIONS DEPUIS PLUS D'UNE VINGTAINE D'ANNÉES EN PARTENARIAT AVEC LA CONFÉDÉRATION. LES FORMATIONS DU GREA SONT CENTRÉES SUR LA PRATIQUE ET PRIVILÉGIENT L'INTERDISCIPLINARITÉ. LE GREA EST CERTIFIÉ EDUQUA.

## Les formations

**Coordination :** Lydia Schneider, GREA

En 2017, plusieurs nouvelles formations ont été proposées dans notre catalogue. Relevons la formation dédiée au concept du rétablissement, qui considère la personne concernée comme actrice de son futur, de son rétablissement. La question de la place des consommateurs dans la problématique des addictions devient de plus en plus centrale. L'orientation générale de la formation est du ressort de la Commission de formation.

### Printemps 2017

- Diagnostic – stigmatisation
- Entretien motivationnel (Niveau I)
- Parler d'addictions avec des jeunes et des adolescents: animer un atelier de dialogue philosophique
- Je partage donc je suis: évolution des relations sur la toile
- Comprendre et travailler avec les adolescents consommateurs
- L'hypersexualité
- Formation de base en addictions
- Accepter ses limites et celles de sa maladie – Le rétablissement pour art de vivre – Recovery

### Automne 2017

- Sensibilisation à la prévention de la rechute basée sur la pleine conscience (MBRP niveau I)
- Découverte de techniques d'accompagnement ludiques et tactiles
- Entretien motivationnel (niveau 2)
- Alcool et violence domestique = double problématique
- Modes de consommation et risques associés
- Formation de base en addictions
- Prise en charge de l'usager en situation d'overdose et gestes de premiers secours

Sur les formations proposées en 2017, 11 ont eu lieu et ont comptabilisé un total de 148 participants.

## Interventions dans des cursus de formation

Le GREA, en tant qu'association professionnelle, est intervenu à plusieurs reprises dans la formation initiale des professionnels du champ socio-sanitaire.

Il a participé à des cursus de formation ES, HES et universitaire:

- Diplôme ES d'éducateur, ESSIL
- CAS interdisciplinaire en addictions, fordd, HES-SO
- Bachelor en travail social, HES-SO
- CAS en Droit de la santé, Institut de droit de la santé (Neuchâtel)
- Master en sociologie de la santé, Université de Fribourg
- DU en addictologie, Université de Franche Comté, Besançon (F)
- Master «Drug policy, diplomacy and public health», Graduate Institute, Genève

## Formations sur mesure

Le GREA organise, sur demande, des formations spécifiques dans des institutions, des écoles, des communes et des entreprises. Les contenus de ces formations sont discutés et adaptés aux demandes. En 2017, neuf formations ont été dispensées sur les thèmes suivants:

- La logique de l'intervention précoce pour les addictions sans substance
- Réduction des risques en situation de résidentiel
- Introduction au dialogue philosophique – In Medias
- Sensibilisation à la problématique addictive: comment aider le collaborateur, le collègue?
- Hyperconnectivité
- Alcool: effets et risques
- Alcool et vieillesse: comment aborder le sujet de l'alcool?
- Consommation d'alcool dans le cadre professionnel

## Journées publiques

L'année 2017 a été rythmée par trois journées de formation qui ont touché 141 participants:

- *Impuissance et toute-puissance: une tension structurelle dans le champ des addictions*, Colloque de printemps, 30.05.2017, Lausanne
- *Quels futurs pour le domaine des addictions?*, Journée interplateformes, 7.03.2017, Lausanne
- *Nightlife: pourquoi intervenir?*, PAC Plus 2017, 13.09.2017, Lausanne

LES PROJETS SONT DES ACTIVITÉS IMPULSÉES AU SEIN DU GREA. ILS PROVIENNENT PAR EXEMPLE DE RÉFLEXIONS INTERNES AU COMITÉ, DE PROBLÉMATIQUES ISSUES DU TERRAIN OU DE SES PLATEFORMES, OU ENCORE DE COLLABORATIONS AVEC DES PARTENAIRES SUISSES OU INTERNATIONAUX. CES PROJETS PEUVENT PARFOIS BÉNÉFICIER DE SOUTIENS DES POUVOIRS PUBLICS QUI RECONNAISSENT EN EUX DES PLUS-VALUES À UNE PROBLÉMATIQUE DONNÉE.

## Alcochoix+ et Mes Choix

**Coordination:** Célestine Perissinotto

L'année 2017 a été marquée par la concrétisation des travaux d'adaptation du programme de consommation d'alcool contrôlée, Alcochoix+, lancés en 2016. Sous la houlette du CIFA (Consortium international francophone des addictions) né pour l'occasion et réunissant la France, le Québec, la Belgique et la Suisse, un groupe de rédaction s'est mis à l'ouvrage. Il a, d'une part, adapté la version de base aux buveurs épisodiques et aux personnes ayant une consommation modérée mais voulant ou devant viser une réduction, voire l'abstinence et, d'autre part, il a réalisé une nouvelle version ciblée pour les alcoolodépendants. Cette dernière était sollicitée depuis quelques années déjà par le réseau des professionnels francophones. Les manuels seront disponibles en 2018. Une version internet sera également développée dans les années à venir.

La collaboration fructueuse autour du programme Alcochoix+ a fait naître également un projet plus global, intitulé « Mes Choix ». Dorénavant, et ce sera la prochaine étape de cette collaboration internationale, elle englobera dans un même programme les différents outils de consommation contrôlée sur le cannabis, les drogues festives et le jeu excessif. La première pierre de ce développement est la nouvelle version d'Alcochoix+, qui sera rapidement complétée par une offre pour le cannabis.

## Brochure Nightlife

**Coordination:** Célestine Perissinotto

Que signifie intervenir en milieu festif? Qui sont les professionnels et à quels problèmes sont-ils confrontés? Comment interagissent-ils avec les noctambules et à quels moments? Voilà un aperçu de questions ouvertes sur le Nightlife aujourd'hui. Il n'existe pas en Suisse de document de référence sur ce thème. Domaine méconnu du tout public, sa définition pose un problème même au sein des professionnels qui œuvrent dans ce milieu. L'idée d'une brochure s'est imposée tout naturellement pour permettre de

combler ces lacunes. Le besoin en a été exprimé par les professionnels de terrain qui souhaitent ainsi se doter d'un ouvrage de clarification et de promotion. Il s'agit d'une part de dresser le portrait du Nightlife, de la prévention à la réduction des risques, et de faire reconnaître ce travail exigeant à la population, aux administrations publiques et aux politiques d'autre part.

C'est la Plateforme éponyme du GREA qui a été saisie de ce projet de brochure. Elle a chargé un groupe de travail interne afin de recueillir les informations, compiler la littérature (éparse) sur ce sujet, dresser une table des matières, rédiger les textes et imaginer le contour graphique de ce fascicule qui doit tenir sur une vingtaine de pages.

Au début de l'année 2017, les travaux sont entrés dans le concret et se sont accélérés en septembre, après que l'Office fédéral de la santé publique eut donné son feu vert au projet. Convaincu que l'investigation méritait un soutien, il a octroyé une subvention de 35'000 francs à la réalisation de l'ouvrage. La publication devrait être disponible en 2019.

## In medias : au cœur du dialogue

**Coordination:** Yaël Liebkind

En 2017, In medias quitte le statut de projet pour se constituer en programme de prévention primaire et outil d'intervention précoce. Lancé en 2006, il rejoint les approches de promotion de la santé par son potentiel à mobiliser des compétences transversales sur le plan éducatif.

Son manuel pédagogique pour tout intervenant (enseignants, médiateurs ou psychologues scolaires, éducateurs, etc.), désireux d'animer des ateliers de dialogue philosophique, est en phase d'élaboration et sera prêt dans le courant de 2018.

Grâce à l'apprentissage de l'animation d'ateliers de dialogue philosophique ciblés sur les thématiques associées aux addictions, In medias favorise l'apprentissage de la pensée critique et autonome.

Le cours In medias, donné sur trois journées aux futurs intervenants, porte sur le développement de trois dimensions de la pensée, conjuguées simultanément :

- la dimension cognitive
- la dimension attentive
- la dimension créative

La dimension cognitive met en œuvre des habiletés multiples telles que la logique du raisonnement, la capacité à définir, à comparer, à traduire les concepts, à induire, etc. La dimension attentive de la pensée sollicite les compétences sociales tels que l'entraide dans la réflexion, l'écoute, la prise de parole, le respect des points de vue ou la coopération. La dimension créative propose de faire appel à l'imagination, par les métaphores, les analogies et tout ce que la pensée peut engager en matière d'exploration de visions nouvelles.

Développée au Québec par Michel Sasseville et sa chaire réservée au dialogue philosophique, l'approche valorise les compétences au profit de la prévention et la promotion de comportements protecteurs sur le plan individuel et collectif. Une étude d'impact (voir le site de La Traversée) dans le cadre du Programme de prévention de la violence au Québec montre tout son intérêt.

## **PIA – Prévention intercantonale Alcool**

**Coordination:** *Marie Cornut*

L'année 2017 a été une année de transition entre la prévention nationale alcool dans le cadre du Programme national Alcool (PNA) et les prémises d'un nouveau projet Prévention intercantonale Alcool (PIA).

Le PNA, de 2008 à 2016, a permis à l'Office fédérale de la santé publique (OFSP) de mener plusieurs campagnes nationales grand public visant à susciter la réflexion au sein de la population et à fournir des repères sur la consommation d'alcool. La Semaine Alcool (voir page 14), mise en place quatre fois entre 2011 et 2017, coordonnée par le GREA, a représenté une mesure importante du PNA et constitué un pilier central des campagnes nationales.

D'un point de vue pragmatique, l'annonce du retrait de l'OFSP du pilotage des campagnes alcool, est apparue comme une opportunité de construire des actions de prévention qui correspondent davantage aux besoins et attentes des cantons romands, en bénéficiant des avantages d'une logique *bottom-up*, à l'instar des campagnes nationales *top-down*

qu'il s'agissait d'adapter, parfois non sans difficulté. Afin d'accompagner au mieux cette transition et de poursuivre le soutien accordé aux professionnels du domaine de la prévention, le GREA s'est associé avec la Commission de Prévention et de Promotion de la Santé (CPPS) pour construire les bases d'un projet de Prévention intercantonale Alcool (PIA) qui permettra aux professionnels de poursuivre leurs actions de prévention.

Le groupe de travail romand mis en place dans la dernière campagne alcool a servi de plateforme décisionnelle. Les cantons ont alors mis en avant leur priorité commune: la consommation d'alcool chez les seniors. Face à cette problématique complexe et encore relativement peu investie jusqu'à présent, il a été jugé nécessaire de définir les étapes d'une phase d'avant-projet. Ainsi, entre septembre et décembre 2017, le GREA a élaboré une revue de littérature sur la thématique afin de faire l'inventaire des mesures existantes d'une part et, d'autre part, de mieux comprendre les enjeux de cette population et d'identifier les facteurs de risques sur lesquels il serait pertinent d'agir en matière de prévention. En parallèle, et en collaboration avec la CPPS, des Focus Group cantonaux, constitués par les membres du groupe de travail romand, ont permis de rassembler des acteurs des domaines des addictions et de la personne âgée afin d'identifier les besoins actuels des cantons. Cette phase d'avant-projet sera finalisée en mars 2018.

## **RISA – Réseau interdisciplinaire des Sciences de l'Addiction**

**Coordination:** *Simon Anderfuhren-Biguet*

En 2017, de nouvelles ressources ont été mobilisées sur le projet RISA dans le but de le redynamiser. En effet, en Suisse comme en France, les recherches sur les addictions relèvent le plus souvent du domaine de la santé publique et laisse parfois dans l'ombre d'autres approches. Cependant, les sciences sociales peuvent apporter aux praticiens des éclairages complémentaires à ceux de la santé publique, plus particulièrement dans les domaines suivants :

- Évaluation des programmes: adéquation aux besoins, pertinence, efficacité, économie et efficience.
- Décentrement et retour sur les pratiques: analyse des pratiques professionnelles, relations aidants-aidés, le professionnel dans le système social.

- Désindividualisation la perception du phénomène des drogues (production, commerce, consommation): intégration des dimensions sociétale, économique, etc., dans la compréhension de la problématique drogue.
- Déconstruction des objets, des discours et des pratiques: construction sociale des différentes dimensions (produits, producteur, commerçant, consommateur).
- Croisement des perspectives de recherche: politiques publiques, sociologie, travail social, économie, économie politique, géographie, géopolitique.

En 2017, la question de la régulation des marchés du cannabis a été un sujet d'une actualité brûlante pour tous les acteurs. Dans ce contexte, le rôle des chercheurs et des professionnels a été de permettre un débat public serein et de qualité, mené sur des bases rationnelles, sans a priori ni stigmatisation. Pour ce faire, nous avons convié à la table des discussions des représentants des usagers.

C'est dans cet esprit que le GREA a travaillé avec le réseau français D3S (Sciences Sociales Drogues & Sociétés) soutenu par la MILDECA pour préparer une deuxième rencontre du RISA à l'Université de Genève intitulée « Politiques publiques en matière de régulation du cannabis: quelles priorités pour demain? Au carrefour de la politique, des expériences des usagers et des savoirs scientifiques et professionnels ». Cette conférence est prévue pour le 9 février 2018.

LES MANDATS SONT DES ACTIONS QUE LES POUVOIRS PUBLICS CONFIENT AU GREA DANS UN BUT D'EFFICIENCE. ILS PERMETTENT DE MIEUX ASSOCIER LES PROFESSIONNELS À LA MISE EN ŒUVRE DES POLITIQUES PUBLIQUES.

## Addictions et prisons

**Coordination:** *Oscar Ruiz*

**Mandant:** Fondation latine «Projets pilotes Addictions» (FL2PA)

La FL2PA, créée en 2012 par la Conférence latine des Chefs des Départements de justice et police (CLDJP), a pour but d'accompagner ou de soutenir des projets, présentés par les cantons latins comme novateurs dans la prise en charge institutionnelle ou ambulatoire des personnes sous main de justice pénale en Suisse latine. Pour remplir son mandat, la FL2PA avait confié en 2016 l'élaboration d'un état des lieux sur la question au GREA. Le rapport final a été présenté à la Fondation latine en décembre 2017.

Jusqu'alors, aucun état des lieux global n'était disponible à ce sujet en Suisse latine. Le rapport du GREA fournit un état des lieux détaillé des dispositifs cantonaux existants, autant pour les adultes que pour les mineurs, ainsi que des recommandations à l'intention de la Fondation. Il inclut notamment une base de données des prestations addictions existantes pour les personnes sous main de justice. Ce travail se fonde essentiellement sur les besoins exprimés des acteurs du système.

Les prestations addictions et les dispositifs cantonaux ont été validés par les représentants des sept cantons de la FL2PA et seront actualisés de manière régulière par leurs soins. Concernant les recommandations, vingt-cinq acteurs de tous horizons, concernés par la problématique des addictions dans le système de justice pénale, ont été consultés afin de proposer des pistes et des voies d'action prioritaires pour la Fondation qui soient proches des besoins et des constats issus du terrain. En ce sens, le rapport propose sept recommandations et des exemples de mise en œuvre à l'intention de la Fondation. Le rapport ne se veut donc pas un travail objectif sur l'ensemble de la problématique, mais plutôt une synthèse de la vision des acteurs. Il est disponible sur le site de la CLDJP et celui du GREA.

## Campagne Alcool et Semaine Alcool

**Coordination:** *Marie Cornut*

**Mandant:** OFSP

La Campagne nationale de prévention «Combien?» a été soutenue par une semaine de dialogue sur l'alcool qui s'est déroulée du 11 au 21 mai 2017, avec des actions de prévention dans toute la Suisse. Le GREA a coordonné cet événement au niveau romand. Il a apporté son soutien aux acteurs de terrain et mis en réseau les acteurs nationaux, les cantons et les partenaires de la société civile.

Il semble indispensable d'ouvrir le débat sur ce sujet délicat qu'est l'alcool. Il arrive que l'on se trouve dans des situations de vulnérabilité qui favorisent le développement d'une consommation problématique.

### *Duo Looky*



Pour chacun de nous, la balance entre facteurs de risques et ressources personnelles est à préserver pour maintenir notre équilibre. Lors de cette édition 2017 de la Semaine Alcool, le couple d'acrobates Duo Looky a proposé un spectacle itinérant intitulé «Happy Hour Show» mettant en scène cette notion

d'équilibre. Dans plusieurs villes romandes, le duo a directement interpellé les passants en jouant sa représentation dans la rue. A Monthey en Valais, les acrobates se sont produits devant deux cents étudiants issus de l'École de commerce, de culture générale et préprofessionnelle. Parmi les communes engagées pour ouvrir le dialogue, citons encore la Ville de Lausanne qui a notamment poursuivi sa campagne « Pote bourré, pote en danger » en se concentrant cette fois-ci sur les fêtes en appartement et leurs risques lorsque les parents sont absents. Ce ne sont là que quelques exemples parmi les nombreuses actions originales qui se sont déroulées dans toute la Suisse romande.

Au final, les quatre éditions de la Semaine Alcool ont permis aux professionnels issus des cantons romands de s'organiser en groupes de travail rassemblant de nombreuses compétences. La semaine de dialogue s'est implantée dans les cantons comme un événement incontournable pour les acteurs de la prévention. Dès 2018, le PIA prendra le relais.

## **CRIAD – Coordination romande des institutions et organisations**

**Coordination:** *Daniel Prélaz, Romain Bach (dès le 01.12.2017)*

**Mandant:** CRIAD

La CRIAD œuvre dans le domaine des addictions. Elle est une association faitière qui regroupe vingt-huit institutions et organisations actives dans le domaine des addictions en Suisse romande, ambulatoires ou résidentielles. Dès le milieu de l'année 2017, ce mandat a été confié au GREA, qui a repris sa coordination, assumée depuis de nombreuses années par la Fondation du Relais. Ce regroupement des activités au GREA offre des synergies intéressantes avec d'autres projets et PFs du GREA, visant également à consolider la voix des institutions en Suisse romande.

La CRIAD se préoccupe des questions en lien avec le subventionnement de ses membres, notamment depuis le retrait partiel de l'Office fédéral des assurances sociales (OFAS) du financement des traitements résidentiels. Elle défend les intérêts et la promotion des activités de ses membres par une communication axée sur la coordination, l'échange et la collaboration. Elle représente ainsi efficacement ses membres auprès des autorités chargées du financement des institutions, principalement les cantons et la Confédération. Elle a notamment noué des relations privilégiées avec le Groupement des services de l'action sociale des cantons romands, de Berne et du Tessin (GRAS).

Enfin, en tant qu'association faitière, elle assure et coordonne la fourniture des prestations prévues par la loi sur l'assurance invalidité (LAI). L'art. 74 de la LAI est au centre de son action. Il définit le mécanisme de subventionnement par l'OFAS des prestations de conseil et aide offertes aux invalides et à leurs proches, mais aussi d'autres prestations ayant pour objet de soutenir et de promouvoir la réadaptation des personnes avec handicap(s).

## **fordd – Fédération romande des organismes de formation dans le domaine des dépendances**

**Coordination:** *Lydia Schneider*

**Mandant:** fordd

La fordd réunit, dans un cursus de formation postgrade, tous les partenaires romands offrant des formations continues dans le champ des addictions et des prises en charge socio-thérapeutiques (hautes écoles, hôpitaux universitaires, institutions). Le CAS et le DAS, respectivement certificat et diplôme HES-SO, sont les formations professionnalisantes dans les addictions de Suisse romande. Sous la présidence du Dr Gabriel Thorens, la fordd a rencontré un franc succès pour les deux années académiques se chevauchant sur 2017: fin du CAS 2016-2017 et démarrage du CAS 2017-2018.

La neuvième volée (2016-2017) du CAS était composée de dix-sept étudiants inscrits pour le certificat en une année, et de sept participants inscrits pour des modules individuels. La dixième volée (2017-2018) a débuté en automne 2017 et compte seize étudiants désirant effectuer leur CAS en une année et dix inscrits pour des modules individuels.

En début d'année 2017, la fordd a effectué une enquête auprès de ses anciens étudiants et de ses partenaires institutionnels. Ceux-ci étaient de satisfaits à très satisfaits des formations fordd. La formation est particulièrement appréciée pour les connaissances d'ensemble et interdisciplinaires qu'elle apporte sur la thématique des addictions. Sa qualité est reconnue comme telle par le réseau romand, notamment parce que la formation incite à une réflexion sur les pratiques et postures professionnelles.

2017 a encore été marquée par le départ de la coordinatrice fordd du GREA, Nathalie Arbella. A noter que les liens entre la fordd et le GREA existent depuis dix-neuf ans.

## Hyperconnectivité et cyberaddiction

**Coordination:** *Frédéric Richter, Célestine Perissinotto*  
(dès le 01.07.2017)

**Mandant:** OFSP

Le GREA, en partenariat avec le Fachverband Sucht, a reçu en 2016 un deuxième mandat de l'OFSP intitulé «Cyberaddiction en Suisse». Prévu jusqu'à mi-2018, il se destine à dresser une vision globale de la prise en compte de la cyberaddiction dans le réseau des addictions en Suisse. L'année 2017 a été consacrée à réaliser un sondage dans ce sens et à reporter les analyses dans un rapport synthétique. La réflexion sur le concept et sa réalisation a été accompagnée scientifiquement par un groupe national d'experts institué en 2016, lui-même soutenu par le binôme GREA – Fachverband Sucht.

Près de cent soixante institutions actives dans le domaine des addictions, du conseil au traitement, ont participé au sondage (30%). Pour la majorité d'entre elles, la cyberaddiction représente une petite partie de leurs activités. Alors que la prévalence de l'utilisation d'internet a augmenté ces dernières années, les données épidémiologiques disponibles ne signalent pas d'augmentation de la cyberaddiction, sauf chez les jeunes adultes de 20 à 24 ans. Les proches (parents inquiets) constituent la plus grande clientèle des institutions, avant les mineurs et les jeunes adultes, et méritent une attention particulière.

Au niveau du genre, femmes et hommes sont égaux devant le risque de cyberaddiction, avec toutefois une nuance dans la façon d'appréhender les situations: les filles se retrouvent moins souvent en consultation ou en traitement que les garçons. Les premières, davantage actives sur les réseaux sociaux, seraient moins à risque que les garçons adeptes plus souvent des jeux vidéo, considérés par l'entourage comme davantage problématiques. Les jeux vidéo représentent un défi futur pour le domaine de l'addiction, tant en raison de la multiplicité de l'offre avec ou sans argent (*Free2Play*, jeux de hasard simulés, *loot box*) que de l'ingéniosité des fabricants qui proposent toujours plus de nouveautés capables de nous scotcher aux écrans.

## IP – Intervention Précoce

**Coordination:** *Marie Cornut*

**Mandant:** OFSP

L'IP vise à promouvoir un environnement favorable au développement et à mieux accompagner les personnes en situation de vulnérabilité. En 2017, plusieurs groupes

de travail se sont réunis au GREA. Ils s'inscrivent dans le mandat qui lie celui-ci à l'OFSP et qui consiste à élargir l'IP auprès de professionnels non spécialisés en matière d'addiction mais concernés par l'accompagnement des personnes en situation de vulnérabilité (p. ex. la police, les écoles professionnelles, les soins à domicile, etc.).

Un groupe de travail intercantonal rassemblant une vingtaine de professionnels pluridisciplinaires s'est réuni 8 fois entre mars 2016 et février 2017. Ces séances ont permis de mener une réflexion commune sur la collaboration en vue de mieux accompagner les adolescents qui consomment des substances en foyer. Un document intitulé «Consommation de substances chez les adolescents en foyer: quelle collaboration entre police et milieux éducatifs?» rend compte de la réflexion menée et propose une série de recommandations. Elles ont été présentées lors de la journée intitulée «Nouvelles voies de collaboration entre le domaine des addictions et la police» au Palais des Congrès à Bienne le 20 septembre 2017. Elles sont aussi disponibles sur le site du GREA.

Un autre groupe de travail romand, mené en collaboration avec RADIX, s'est réuni 6 fois. Focus: IP et les jeunes en formation/insertion professionnelle. Il s'est notamment penché sur la question: quelles opportunités pour soutenir les jeunes et gérer l'impact de leurs consommations dans cette période où se construisent l'autonomie et l'émancipation? Une série de recommandations sont proposées dans le document rédigé par RADIX. En règle générale, les acteurs dits de première ligne (éducateurs, travailleurs sociaux, enseignants) rencontrent parfois des difficultés dans l'orientation des jeunes en situation de vulnérabilité vers des structures spécialisées. A ce sujet, un nouveau projet a démarré fin 2017 au sein de la PF Adolescents du GREA pour travailler dans le sens de l'art. 3c de la LStup qui met en avant les structures de soins comme alternatives aux sanctions pénales.

## PAC plus – Plans d'actions cantonaux romands

**Coordination:** *Célestine Perissinotto*

**Mandants:** OFSP, RFA, CFAL

Le PAC plus est organisé chaque automne conjointement avec la Commission fédérale pour les problèmes liés à l'alcool (CFAL), l'Office fédéral de la santé publique (OFSP) et la Régie fédérale des alcools (RFA). Cet après-midi de rencontre annuel s'adresse aux représentants des cantons et aux professionnels travaillant dans le domaine de l'alcool afin de faciliter la coordination et le réseautage.

Organisé en 2017 pour la dernière fois sous cette forme, il sera remanié en 2018 par l'OFSP. Les porteurs de projet ont décidé de placer la demi-journée dans le cadre du milieu festif nocturne, appelé Nightlife par les professionnels. Le titre de la manifestation était «Nightlife: pourquoi intervenir?». L'occasion était aussi belle, en réunissant la brochette de professionnels clés du domaine, de discuter à bâtons rompus sur une définition commune du Nightlife. Il a semblé également nécessaire d'appréhender sa place dans la nouvelle Stratégie Addictions et de donner les premiers éléments de réponses consensuelles sur la future «Brochure Nightlife».

Les échanges pour expliciter les modes d'intervention, les substances (alcool, MDMA, etc.), les dispositifs d'intervention (label, charte) ou encore l'environnement (urbain, campagnard, etc.) ont été nourris. La journée a réuni soixante personnes des six cantons romands et de la Berne francophone. Il s'agit là d'une participation réjouissante, car elle souligne la stabilité en termes de présence, observée lors des éditions précédentes et met en relief le sens de tels événements.

## PAC – Plans d'actions cantonaux

**Coordination:** Célestine Perissinotto

**Mandants:** OFSP, RFA, CFAL, CDS, Union des villes suisses

Le PAC et le PAC plus (cf ci-dessus) sont cousins. Tandis que la demi-journée PAC plus est romande, le PAC vise à réunir le temps d'une journée tous les acteurs clés de la politique alcool à l'échelle suisse. Elle est organisée depuis plusieurs années par le Fachverband Sucht avec le soutien du GREA.

En 2017, le PAC a été marqué par la fin annoncée du Programme national alcool (PNA) en 2016. Les mandants souhaitaient malgré tout maintenir une dernière édition en 2017 pour faire le lien avec les nouvelles Stratégie nationale Addictions et Stratégie Maladies non transmissibles. C'est pourquoi ils ont appelé cette dernière édition de transition «Un changement de cap dans la prévention en matière d'alcool? Mesures prises dans le cadre des Stratégies Addictions et MNT». Elle a eu lieu le 15 novembre 2017 sur le Campus Berne-Liebefeld de l'OFSP, et a fait la part belle aux projets cantonaux sans omettre d'aiguiller sur les stratégies futures. Le matin s'est articulé autour des changements induits par la Stratégie Addictions et la Stratégie MNT – encore peu palpables sur le terrain – tandis que l'après-midi s'est concentré sur les étapes de la vie et les plans cantonaux.

Ainsi, dans le cadre des conférences romandes, le canton du Jura a pu partager les premières expériences de son Plan Addictions lancé en 2014; celui de Neuchâtel a parlé des enjeux auxquels il a été confronté lors du passage du concept sanitaire à celui de la prévention des addictions; et celui de Genève a présenté les subtilités de son récent plan alcool multisectoriel. Deux ateliers latins ont été mis sur pieds: d'une part, le projet tessinois «Fast» qui s'adresse aux jeunes consommateurs de substances et à leurs parents et, d'autre part, les interventions en alcoologie menées par la FVA.

## PILDJ – Programme intercantonal de lutte contre la dépendance au jeu

**Coordination:** Frédéric Richter, Oscar Ruiz (dès le 01.07.2017)

**Mandant:** CLASS (Conférence Latine des Affaires sociales et sanitaires)

Le PILDJ est un mandat coordonné par le GREA depuis 2007. Pour la période 2016-2019, le PILDJ a développé le programme «Jeu contrôle» en partenariat avec le service d'addictologie des Hôpitaux universitaires de Genève (HUG). Cet outil d'auto-observation des pratiques de jeu est fondé sur le concept de la «consommation contrôlée». Une application mobile et un site internet ont été conçus comme supports pour ce programme. Pour faire la promotion de «Jeu contrôle» et poursuivre de façon appuyée la sensibilisation du public face aux jeux d'argent, un stand de prévention nommé «Tous joueurs» a été développé en partenariat avec tous les acteurs locaux de prévention du jeu excessif. Interactif et didactique, le stand sera terminé en 2018; il s'arrêtera dans les six cantons romands.

Le PILDJ s'est aussi engagé dans le développement de la recherche utile pour les cantons romands. D'une part, un rapport a été mandaté visant à rendre compte de l'évolution des réponses au jeu excessif durant les dix dernières années, soit de 2007 à 2016. D'autre part, une importante recherche sur le marché des jeux en ligne et de ses utilisateurs verra le jour en 2018. Côté prévention, «Storyg@me», un projet de «serious game» (jeu éducatif) s'adressant à un public jeune (entre 15 et 25 ans), sera également développé et diffusé auprès des écoles professionnelles romandes entre autres.

Tous ces projets de prévention et recherches sur le jeu excessif s'insèrent dans un contexte politique spécialement pertinent et mouvementé à la suite de l'adoption de la nouvelle loi sur les jeux d'argent (LJar) par le Parlement en septembre 2017. Alors que ce nouveau cadre légal renforce timidement quelques

aspects de la prévention, il prévoit une augmentation de l'offre légale de jeu. Les casinos suisses pourront mettre des jeux en ligne. Face à cette potentielle explosion de l'offre, des outils modernes, interactifs et durables, comme «Tous joueurs» ou «Storyg@me», sont d'une importance capitale pour assurer une partie du travail nécessaire à la prévention.

## **Du PNA – Programme national alcool – aux Stratégies nationales Addictions et MNT**

**Coordination:** Célestine Perissinotto

**Mandant:** OFSP

Le PNA a été mis en place de 2008 à 2016 par la Confédération afin de soutenir les différentes politiques cantonales alcool dans un souci de cohérence et d'efficacité. Sa mise en œuvre dans les cantons a été accompagnée par le GREA.

Le PNA a pris fin en 2016 à la faveur des Stratégies nationales Addictions et, dans une moindre mesure, Maladies non transmissibles (MNT). Pour glisser en douceur dans ces stratégies, l'OFSP a instauré une année de transition. En 2017, la tâche du GREA a consisté à accompagner les cantons dans cette traversée d'un domaine d'action monothématique, l'alcool, à celui des addictions légales et illégales et de la promotion de la santé. Si les thématiques abordées se sont multipliées durant l'année, les prestations sont restées les mêmes. Le GREA a poursuivi son travail de transmission des informations, il a continué le monitoring des politiques alcool et le renforcement du réseau intercantonal.

Au niveau de la philosophie, c'est par contre un vrai changement. Alors que le PNA se souciait de la consommation problématique, en particulier des jeunes, et pariait sur la modification des comportements par des messages de prévention, les stratégies Addictions et MNT font plus de place à la responsabilité individuelle, répercutant ainsi le climat libéral qui souffle (parfois un peu fort) dans notre pays. Cependant, elles ouvrent aussi le champ à une autre façon d'aborder les addictions, toutes consommations confondues. Les quatre piliers s'enrichissent de nouveaux axes, comme la communication et la coordination, notamment. La prévention dans le domaine des soins et l'encouragement d'un environnement favorable (prévention primaire) dans toutes les phases de la vie s'inscrivent pour leur part dans la stratégie MNT.

## **Stratégie nationale Addictions**

**Coordination:** Jean-Félix Savary

**Mandant:** OFSP

Depuis 2005, dans le but de renforcer les réseaux professionnels, l'OFSP soutient le GREA dans le cadre des Programmes ProMeDro. Dans le cadre de la Stratégie Addictions, l'OFSP a renouvelé ce soutien aux principaux acteurs du réseau professionnel en Suisse. A ce titre, le GREA bénéficie d'une aide de l'OFSP pour les activités qui poursuivent les buts ci-dessous :

- Augmenter les liens, les synergies et les échanges d'informations dans le réseau romand et suisse.
- Augmenter les échanges visant à l'amélioration de la pratique professionnelle (bonnes pratiques) du réseau romand des addictions.
- Augmenter les échanges entre les professionnels des addictions, les administrations et la société.
- Assurer un échange professionnel.

Les enjeux liés à la nouvelle Stratégie Addictions sont nombreux et méritent l'attention de notre réseau. Nous voyons en effet émerger progressivement un nouveau paradigme dans le domaine, avec une approche plus transversale des questions d'addictions, par-delà les produits. La posture envers les consommateurs change également et devient plus horizontale, considérant les usagers comme des partenaires au même niveau que les professionnels. La prise en charge cède progressivement du terrain à l'accompagnement, où il est demandé à la personne d'assumer davantage de responsabilité individuelle.

Si cette approche comporte de réelles opportunités en matière de droits humains, elle ne doit surtout pas servir de prétexte à une diminution de la solidarité dans notre société. Il convient également de prendre en compte les situations très différentes que vivent les personnes, notamment au niveau des inégalités de santé. Selon la situation en matière de santé mentale, de handicap, d'insertion sociale ou de ressources financières, le concept de responsabilité prend un sens forcément très différent. A travers son soutien, l'OFSP permet au GREA et à ses plateformes de réfléchir à ces enjeux, pour mieux contribuer à ce débat sous l'angle du terrain et des professionnels.

## Académie des Dépendances

**Coordination:** Célestine Perissinotto

**Porteuse de projet:** NAS-CPA avec le soutien de l'OFSP, de la Régie fédérale des alcools, de la FMH et du canton du Tessin

Forte du succès de l'Académie des Dépendances en 2016, la Fédération des professionnels des addictions (GREA, Fachverband Sucht et Ticino Addiction) remet le couvert en 2019. La coordination politique des addictions NAS-CPA lui a confié pour la seconde fois l'organisation de cette grande manifestation désormais traditionnelle sur les addictions qui siègera deux jours durant au Monte Verità au-dessus d'Ascona (TI), haut-lieu de convergence d'idées alternatives et novatrices.

Le GREA, le Fachverband Sucht et Ticino Addiction se sont immédiatement mis à l'ouvrage pour élaborer un concept. A l'unanimité, ils ont choisi le thème de «*Human enhancement*: quel rapport à l'addiction dans le monde de l'homme augmenté?». Un thème complexe et résolument avant-gardiste pour aborder prospectivement le changement des conduites addictives dans notre société. En toile de fond se posent plusieurs questions dont celle-ci peu triviale: dans un monde de performances à tout crin, les drogues deviendront-elles éthiquement admises, voire nécessaires, pour le superspécimen du 21<sup>ème</sup> siècle qu'elles contribueront à fabriquer? Et si, dans cette perspective, la généralisation de la consommation de drogues ou de médicaments annonçait la fin de l'addiction?

L'Académie des Dépendances est fixée aux 19 et 20 septembre 2019. Les participants provenant des sphères stratégiques pourront plonger au cœur du questionnement non sans faire la navette entre histoire et science-fiction. La Déclaration d'Ascona, fruit de l'édition de 2016, accompagnera les réflexions. L'OFSP, la Régie fédérale des alcools intégrée dans l'Administration fédérale des douanes, la FMH et le canton du Tessin avaient soutenu l'édition de 2016. Ils ont montré un intérêt marqué pour celle de 2019.

## ACTIONS POLITIQUES

### Loi sur les jeux d'argent

La révision de la loi sur les jeux d'argent a une nouvelle fois occupé de manière intensive le GREA au cours de l'année 2017. Il a poursuivi la représentation de nos milieux dans le groupe de travail législatif sur le sujet, qui s'occupe de produire les textes pour le Parlement et le Conseil fédéral, sous la présidence de l'Office fédéral de la justice. En 2017, un gros travail a été effectué pour la mise en place d'ordonnances d'application. Au vu du modèle relativement libéral qui a été choisi, les aspects réglementaires plus fins, qui se trouvent dans les ordonnances, prennent une importance capitale. Ce travail de négociation et de recherche de compromis avec les principaux acteurs du domaine représente une charge importante, car nos préoccupations sont bien entendu très minoritaires, mais nos arguments sont parfois entendus.

Par ailleurs, le GREA a continué d'assumer la coordination de la Coalition pour la protection des joueurs, qui rassemble les autres organismes actifs sur le sujet: Facheverband Sucht, Ticino Addiction, NAS-CPA, Addiction Suisse, Radix, SSAM, CSAJ et Dettes Conseils Suisse.

Son travail a été particulièrement intense au Parlement dans le cadre des nombreux allers-retours entre les deux Chambres. La majorité de nos demandes ont été malheureusement refusées. Par contre, nous avons pu efficacement bloquer les propositions de dérégulations portées par les milieux les plus à droite, notamment ceux qui désiraient une ouverture intégrale du marché des jeux sur internet. Le 29 septembre, le Parlement a voté une loi imparfaite, qui privilégie les rentrées fiscales sur la protection des joueurs. Cependant, le texte final comporte aussi de nombreuses améliorations, ce qui a convaincu le GREA et ses partenaires de ne pas rejoindre le camp du référendum, lancé par les milieux les plus hostiles à toute réglementation.

### Cannabis

Le débat sur le cannabis anime les sphères politiques suisses depuis les années 90. Aucune majorité n'a cependant été trouvée pour régler la question. Le système des amendes d'ordre, la dernière initiative en date proposée par le Parlement et adoptée en 2013, n'a résolu en rien les difficultés de la prohibition. Les problèmes demeurent, aussi bien dans les villes avec le deal de rue que dans les domaines de la prévention et de l'intervention précoce. Sous l'impulsion des villes,

le débat a cependant pris récemment une nouvelle tournure. Retrouvant la dynamique *bottom-up*, qui avait fait le succès du modèle des quatre piliers, les acteurs locaux proposent de nouvelles solutions pour améliorer la situation au niveau local. En novembre 2017, ce mouvement a brutalement été entravé par la Confédération qui, tournant le dos à sa politique passée, a refusé les projets pilotes des villes.

Le GREA a participé activement à l'élaboration de nouveaux compromis, en amenant l'expertise des professionnels dans les sphères politiques, médiatiques et de la société civile. On notera notamment les activités suivantes:

Au niveau médiatique:

- Conférence de presse le 7 avril pour relayer les connaissances en matière de cannabis médical, de santé mentale et de prévention.
- Sondage national en août de GFS donnant 66% d'avis favorables à un système de régulation (financé par le Fachverband Sucht).
- Nombreuses interviews dans les médias, avec notamment la participation à plusieurs émissions grand public de la RTS sur le sujet, comme Infrarouge, Mise au point, Forum ou le Journal du Matin.

Au niveau parlementaire:

- Organisation d'une manifestation du groupe parlementaire addictions (coordonné avec le Fachverband Sucht) le 6 décembre 2017, avec la participation de la Fédération suisse des policiers et de l'Université de Berne.

Au niveau de la société civile:

- Mise en place d'une plateforme de coordination nationale avec la NAS-CPA, qui réunit tous les acteurs intéressés, afin de coordonner nos actions.
- Contacts réguliers avec les organisations qui agissent pour un changement, comme les villes ou l'initiative populaire «Legalise it», afin de trouver des compromis et élaborer des solutions communes.

### Alternatives au tabac fumé

Depuis plusieurs années, le domaine du tabac connaît des évolutions importantes, avec l'arrivée de nouveaux modes de consommation de la nicotine. Dans certains pays comme la France et surtout le Royaume-Uni, la pratique du vapotage se popularise sous l'impulsion des mouvements d'usagers, dans une logique de ré-

duction des risques. Parallèlement, l'industrie du tabac développe de nouveaux produits pour garantir ses intérêts à long terme et continuer à dominer le marché. A ce débat complexe s'ajoutent encore d'autres alternatives comme le snus, bien connu des pays nordiques, qui se diffuse aussi actuellement.

Ces évolutions questionnent les professionnels. D'une part, la réduction des risques en la matière peut enfin trouver une place dans ce domaine avec, semble-t-il, des alternatives moins nocives à proposer. D'autre part, la gestion de ces modes de consommation pose de nouveaux défis dans les institutions, que cela soit pour les résidents des structures fermées, ou les professionnels qui y travaillent. Peut-on recommander des alternatives au tabac ? Dans quelles conditions et dans quelle perspective ? Est-ce que cela doit avoir un impact sur le positionnement des professionnels en matière de régulation des produits tabagiques ? Peut-on tolérer le vapotage dans des structures addictives ? Toutes ces questions animent de plus en plus le réseau des professionnels, en quête de repères sur le sujet.

A la fin de l'année 2016, la position hostile de la Commission fédérale pour la prévention du tabagisme face à ces alternatives a précipité un besoin de positionnement des réseaux professionnels. Le GREA, avec ses partenaires de la Fédération des professionnels des addictions (Fachverband Sucht et Ticino Addiction), a ainsi lancé un vaste processus de consultation sur le terrain. En même temps, un important effort d'analyse de la littérature disponible a été réalisé, et de nombreux échanges ont eu lieu avec nos partenaires, aussi bien du domaine de la santé publique que des organisations de consommateurs. Après des mois de discussions dans les comités des trois associations nationales, une position a finalement été adoptée et présentée aux médias en novembre 2017. Celle-ci demande de compléter la politique actuelle en matière de tabac, pour intégrer le concept de réduction des risques, en s'appuyant sur l'alternative la moins dangereuse selon l'état des connaissances, qui est acceptée par les consommateurs, à savoir le vapotage. La balance entre les dommages actuels effectifs et les éléments à disposition pour pouvoir les réduire force nos milieux à aller de l'avant. A l'image de ce qui s'est passé dans les années 80 dans le domaine des drogues illégales, pour faire passer l'idée de la réduction des risques, il faut parfois savoir aussi en prendre.

## ORGANISATIONS ET POLITIQUES INTERNATIONALES

Le débat mondial sur les drogues connaît une effervescence importante depuis 2014. Grâce à une politique d'ouverture en matière de drogues au niveau international et à son expérience reconnue en matière de réduction des risques, la Suisse joue un rôle actif dans ces débats. Dans ce contexte, les professionnels suisses ont aussi un rôle à jouer. Le GREA a notamment participé à la CND (Commission on Narcotic and Drugs) en mars 2017, où il a participé à plusieurs rencontres dans la délégation suisse, et au forum de la société civile Legal Regulation Fora sur la réglementation du cannabis. Il a aussi participé à la visite de la délégation de l'OICS (INCB) et de l'UNAIDS, ainsi qu'à une dizaine de rencontres bilatérales de niveau gouvernemental (France, UK, Canada, Australie). Dans ce cadre, de nombreuses visites d'institutions ont eu lieu (spécialement la prescription d'héroïne et les espaces sécurisés de consommation), démontrant toute l'étendue des compétences de nos partenaires, ainsi que leur disponibilité et leur engagement pour des politiques drogues pragmatiques.

En 2017, le débat s'est subitement rapproché de la Suisse romande et de Genève en particulier. Si l'assemblée générale de l'ONU tenue en 2016 (UNGASS) n'a pas produit de résultats concrets directs, elle a enclenché un profond mouvement de mutation à l'intérieur du système. Longtemps cloisonné à Vienne, avec les crimes et l'énergie nucléaire, le débat s'est déplacé à Genève, siège du Conseil des droits de l'homme et de l'OMS. Après New York et Vienne, Genève s'invite donc au débat, pour devenir un des trois points chauds des Nations Unies sur ce thème. La Global Commission on Drug Policy ne s'y est pas trompée, en déplaçant son siège à Genève. Sur demande de ses partenaires internationaux, le GREA a donc dû s'impliquer davantage sur le sujet.

### Geneva Platform

La Plateforme genevoise sur les Droits humains, la Santé et les Substances psychoactives (Geneva Platform) rassemble les acteurs de la société civile travaillant dans le domaine de la santé, des droits humains et des politiques drogues. Le GREA et l'Institut de Santé globale de l'Université de Genève sont les porteurs de cette nouvelle plateforme composée de plusieurs membres fondateurs.

Geneva Platform a été lancée le 26 juin 2017 sur le Campus Biotech de Genève en présence de personnalités de l'Université de Genève, du canton de Genève, du GREA, de l'OMS, du Fonds mondial de Lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, de la Global Commission on Drug Policy et du rapporteur spécial sur les exécutions sommaires ou arbitraires. Leurs discours, inspirés du thème d'inauguration «La politique drogue: un nouveau chapitre pour la Genève Internationale», avaient comme toile de fonds les conséquences négatives de la guerre contre la drogue de ces quarante-cinq dernières années. Ses effets dévastateurs sur les droits humains et la santé appellent une approche multidisciplinaire et le soutien de plusieurs acteurs, aux niveaux local, régional ou international. Dans ce sens, la plateforme est accueillie avec espoir et comme une initiative pertinente venant contribuer à combler le manque d'échanges autour des drogues dans la Genève internationale.

En 2017, Geneva Platform a soutenu le travail de ses membres et a participé ou organisé des conférences, des discussions et des side-events dans le cadre des agences de l'ONU:

- Side-event en septembre sur la «Criminalisation de la consommation de drogues et le VIH/SIDA» organisé par l'International AIDS Society (IAS) en tant que membre de la plateforme genevoise, lors du Forum Social du Conseil des Droits de l'Homme.
- Présentation en octobre du rapport de la Commission de l'Université John Hopkins et du Lancet sur la Politique Drogue internationale et la Santé publique intitulé « Leaving No One Behind in Drug Policy».
- Side-event en novembre «A Briefing on Human Rights and Drug Policies» organisé par «Penal Reform International» (PRI) et «Centro de Estudios Legales y Sociales» (CELS) au Conseil des Droits de l'Homme à Genève.

Elle a encore été présente à la réunion d'experts du Comité d'experts sur la pharmacodépendance (ECDD) à l'Organisation mondiale de la santé en novembre et au Conseil de coordination du programme de l'ONU-SIDA en décembre.

Elle dispose d'un site internet, [www.genevaplatform.ch](http://www.genevaplatform.ch). Sa newsletter mensuelle permet à tout un chacun de s'informer et de s'inscrire aux nombreux événements qui thématisent substances, droits humains et santé.

## COMMUNICATION

### Communiqués et prises de position

- 10.01.2017 Jeu-contrôle.ch: les cantons contre le jeu excessif
- 13.01.2017 LJar: Faut-il vraiment favoriser l'accès aux jeux d'argent online illégaux? Confusion au Parlement
- 15.03.2017 Jeux d'argent, manque de vision au National selon la Coalition pour la protection des joueurs
- 04.05.2017 Halte à la désinformation sur le cannabis!
- 10.05.2017 La Suisse parle alcool du 11 au 21 mai
- 13.06.2017 Vendre de l'alcool dans les restoroutes La Coalition pour une politique alcool responsable s'oppose, le National dit oui
- 15.08.2017 Tribune des associations francophones sur les opioïdes
- 15.08.2017 Le GREA prend position sur les amendes d'ordre
- 16.08.2017 Les Suisses favorables à la levée de l'interdiction du cannabis
- 01.08.2017 Consultation sur le Concordat sur les jeux d'argent
- 11.09.2017 L'alcool bientôt réintroduit dans les stations-services? Position de la Coalition pour une politique alcool responsable
- 15.09.2017 Addiction Valais, une institution exemplaire injustement mise en cause
- 10.10.2017 Référendum contre la LJar: position de la Coalition pour la protection des joueurs
- 21.11.2017 Il est temps de changer notre politique sur le tabac

### Site internet

Le site internet du GREA a la vocation d'informer les professionnels et le public sur les addictions de façon à les présenter sous les angles de la formation, de la politique, de l'éthique et du socio-sanitaire. Le site du GREA fait référence en Suisse romande: telle une agence de presse spécialisée dans les addictions, il permet de se tenir informé de l'actualité suisse et internationale. Il met un point d'honneur à diffuser, au quotidien, le sens profond des actions de l'association, objectivement, sans stigmatiser et dans l'esprit des droits humains. Une newsletter hebdomadaire rassemble toutes les publications de la semaine.

Pour l'année 2017, le site du GREA a été visité par 32'849 visiteurs pour un total de 125'276 pages vues. Le 65% des visites provient de Suisse. Au niveau international, la France reste la première source de visites (plus de 20%) devant l'Allemagne, le Canada et la Belgique.

## Newsletter électronique

Le GREA donne la possibilité à chacun de s'inscrire à la newsletter électronique hebdomadaire via son site internet. Son rôle est d'informer et de communiquer dans le vaste domaine des addictions. La newsletter hebdomadaire du GREA compte aujourd'hui 1698 adhérents. Au cours de l'année 2017, 447 nouvelles personnes s'y sont abonnées.

## Vidéos et interviews du GREA

Le GREA anime une chaîne Youtube. C'est un espace où il donne la parole aux personnes ayant un lien étroit avec les addictions et la santé. Des chercheurs, travailleurs sociaux, médecins, psychologues, politiciens ou autres se succèdent pour décliner un thème précis, ou encore délivrer un message lié à l'actualité. Les vidéos sont visibles également depuis le site du GREA. Pour l'année 2017, les interviews comptent 3 995 vues.

## La revue Dépendances

La revue *Dépendances* est publiée par le GREA et Addiction Suisse. Chacun des trois numéros annuels est dédié à une thématique spécifique (logement, migration, santé mentale, intervention précoce, entourage, etc.) présentée par des experts et acteurs clés du domaine. Cette publication papier sur les addictions est unique en Suisse romande. La revue *Dépendances* est offerte aux membres du GREA. Elle est aussi disponible sur abonnement. Tous les articles parus, après une année, sont disponibles sur le site du GREA.

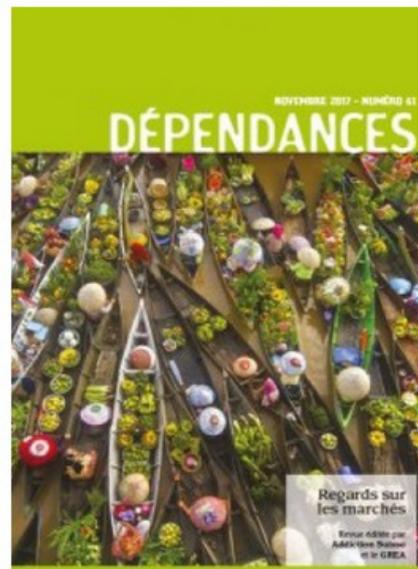
En 2017, une collaboration plus formalisée a été entamée avec le *Sucht Magazin*, avec la présence dans le comité de rédaction de Marc Marthaler, collaborateur de l'OFSP, qui fait le lien entre nos deux revues «sœurs». A l'avenir, nous comptons mettre à profit ces synergies pour donner davantage de place aux autres régions linguistiques, de part et d'autre de la Sarine et des Alpes.

La revue *Dépendances* s'est concentrée sur les thèmes suivants en 2017 :

**N°59** – «Addiction et maladie»

**N°60** – «Sexe»

**N°61** – «Regards sur les marchés»



## La revue Addiction(s): recherches et pratiques

Les efforts de mise en réseau des associations professionnelles francophones et l'émulation qui en jaillit depuis plusieurs années ont accouché d'un produit commun: la revue internationale «Addiction(s): recherches et pratiques» éditée par la Fédération Addiction (F), la Fedito (B), l'Association des intervenants en dépendance (Q) et le GREA (CH). Il s'agit d'une collaboration novatrice qui va permettre d'intensifier nos échanges dans le monde francophone. Les porteurs de la revue sont tous des associations professionnelles du monde francophone.

Après un premier numéro paru début 2017 sur la réduction des risques, un nouvel opus est sorti de presse à fin 2017 sur les usagers. Son intitulé «Consommateurs/trices–Usagers/ères de soins–Citoyens/nes» laisse présager d'un contenu qui fait la part belle à celles et ceux qui n'occupent pas souvent – et qui devraient pourtant – une place centrale dans les politiques addictions. Des usagers et des intervenants des quatre pays prennent la parole dans un plaidoyer à l'unisson en faveur d'une meilleure intégration de ces «spécialistes» des politiques drogues.

## **Sociograph sur les jeux d'argent et l'endettement**

Un nouveau numéro du Sociograph de l'Institut de recherches sociologiques de l'UNIGE a été réalisé en collaboration avec le GREA. Le numéro 33 se consacre en effet au «Processus d'endettement dans le jeu excessif». Les auteurs Anne Philibert, Géraldine Morel, Loïc Pignolo et Sandro Cattacin ont mené une analyse quantitative des données disponibles en Suisse et ils ont rassemblé une revue de la littérature à ce sujet. L'UNIGE et le GREA avaient déjà sorti un numéro commun en 2016 en l'honneur du 50<sup>ème</sup> anniversaire de ce dernier. «Addictions et société» portait sur le colloque jubilaire de trois jours tenu à Genève.

## **RÉSEAUX SUISSES ET INTERNATIONAUX**

Le GREA est actif dans de nombreux réseaux. Ci-dessous, l'actualité des réseaux principaux dans lesquels il agit.

### **Suisse: NAS-CPA**

Au cours de cette année politique très chargée, le réseau national des addictions a été très sollicité. Actif au sein de la NAS-CPA, plateforme d'information entre politique, société civile et associations professionnelles, le GREA a représenté, de manière coordonnée sur les sujets qui requièrent un positionnement commun, la sensibilité des professionnels romands. Une réflexion de fond a également été entamée sur la prévention et protection de la jeunesse. La NAS-CPA propose ainsi à ses membres un document de référence qui définit ces notions (prévention des addictions et protection de la jeunesse) tout en insistant sur l'autonomisation et le renforcement des compétences. La Déclaration d'Ascona – fruit de l'Académie des Dépendances 2016 portée par la NAS-CPA – a fait l'objet de consultations internes. Document original et novateur par son contenu, la NAS-CPA a pu constater que la déclaration a joué un rôle de catalyseur dans le débat et a été une inspiratrice de nouvelles postures pour la société. Plusieurs professionnels des addictions font souvent référence à ce texte quand il s'agit de parler des politiques addictions de demain. Enfin, la NAS-CPA a accueilli son nouveau président Angelo Barrile. Le Conseiller national (PS/ZH) a succédé en novembre à sa collègue de parti Marina Carobbio.

## **Francophonie: collaborations avec Fedito, AIDQ et Fédération Addiction**

Le GREA entretient depuis de nombreuses années un partenariat étroit avec la Fédération Addiction de France, l'AIDQ du Québec et la Fedito de Belgique. Les échanges fructueux ont débouché sur des réalisations concrètes comme la revue «Addictions, recherches et pratiques» depuis 2016 déjà, une collaboration autour d'Alcochoix+ et la tenue du premier sommet francophone sur la réduction des risques à Montréal le 13 mai 2017. Ce colloque s'est tenu en marge de la 25<sup>ème</sup> Conférence internationale en réduction des méfaits (International Harm Reduction Conference) du 14 au 17 mai 2017. Il a été l'occasion d'échanges pour de nombreux intervenants, chercheurs, utilisateurs, ainsi que pour les associations et organisations des réseaux de la francophonie sur les connaissances actuelles, les meilleures pratiques, les programmes, les outils, les stratégies, les enjeux et les défis liés à l'utilisation des substances psychoactives.

## **International: IDPC**

Membre fondateur du Consortium International sur les Politiques des Drogues (IDPC), le GREA a longtemps représenté la Suisse dans ce vaste réseau international. En 2017, ce réseau a commémoré ses dix ans faisant un bref résumé de l'avancée du débat sur l'efficacité, le contenu et la direction des politiques en matière de drogue. Il compte cent cinquante membres. En 2017, l'IDPC a poursuivi ses efforts pour renforcer les capacités de plaidoyer en faveur de la réforme des politiques des drogues non stigmatisantes et en faveur des droits humains. Le GREA a continué à en être le porte-voix en Suisse dans la suite logique de l'UNGASS 2016, une assemblée de l'ONU entièrement dévolue aux politiques drogues. Il a notamment œuvré, en collaboration avec IDPC, à lancer Geneva Platform, la plateforme sur les droits humains et la santé (voir plus haut). La Journée internationale «Support. Dont punish» du 26 juin de chaque année est l'événement phare de l'IDPC très suivi en Suisse romande.

LE COUP DE PROJECTEUR REVIENT SUR UN TEMPS FORT, UN ÉVÉNEMENT INATTENDU OU UNE RÉFLEXION NÉE DE L'ANNÉE ÉCOULÉE. EN 2017, LE GREA A TRAVAILLÉ EN PROFONDEUR SUR UN SUJET LONGTEMPS RESTÉ LE PARENT PAUVRE DE LA POLITIQUE ADDICTIONS : LA POLITIQUE CARCÉRALE.

## Addictions en milieu carcéral

Les questions d'addictions en milieu carcéral s'avèrent une problématique centrale. Si les objectifs de la détention pénitentiaire visent prioritairement la non-récidive, d'autres considérations tout aussi importantes doivent être prises en compte : la santé et la réinsertion sociale. Une situation qui doit tenir compte d'une autre réalité : celle de la consommation problématique de substances licites et illicites. En effet, bien que les raisons de judiciarisation soient diverses et ne soient pas nécessairement en lien avec les addictions, une grande proportion des personnes détenues consommerait régulièrement des substances durant leur passage en prison. De fait, cela pose des questions sociales, de santé somatique (maladies infectieuses notamment, VIH ou hépatite C) et de santé mentale.

## Contexte et complexité : développer l'interdisciplinarité et la concertation

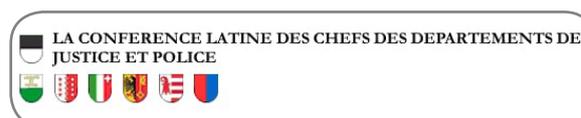
Pour mieux cerner cette complexité, les personnes qui travaillent dans les domaines de la justice, du social et du sanitaire, doivent renforcer l'interdisciplinarité et la concertation. Il s'agit de réduire les problèmes pour la communauté et ceux des personnes concernées. La politique des quatre piliers peut servir de modèle au renforcement de la collaboration de tous les acteurs et à la création d'alternatives qui sortent du cadre répressif. On se souvient que, dans les années 90, la crise des scènes ouvertes de la drogue a pu trouver un épilogue satisfaisant grâce à des solutions communes vers lesquelles tous les acteurs ont convergé. Trente ans après, ces mesures ont fait leur preuve et ont été reprises dans la loi sur les stupéfiants, votée par le peuple en 2008. Elles ont ensuite été élargies pour toutes les substances avec la nouvelle stratégie du Conseil fédéral adoptée en 2016, la Stratégie nationale Addictions 2017-2024.

## Constats

L'objectif principal de tous les acteurs impliqués est celui de réduire le taux de récidive, qui, en regard des circonstances actuelles, intègre les autres objectifs, notamment en matière de réinsertion sociale et de prise en compte des addictions.

La réponse institutionnelle est inégale selon les cantons, et les activités proposées peuvent ne pas être suffisamment adaptées à cette population ou encore à son vieillissement. La logique du domaine des addictions, où les rechutes font partie intégrante du processus de rétablissement, est confrontée à celle de l'exécution d'une sanction, où une rechute peut avoir de lourdes conséquences pénales. D'un point de vue sanitaire, la problématique de consommation de substances est souvent abordée sous deux angles distincts : santé mentale et maladies infectieuses. Il en ressort que les moyens mis à disposition pour le repérage sont inégaux et que la réduction des risques s'avère insuffisante.

Les acteurs de terrain (sécurité, médical, soins, social, judiciaire, etc.) reconnaissent l'importance et l'influence que cette problématique peut avoir dans leur travail et expriment un besoin d'informations et/ou de formations spécialisées. C'est notamment le cas pour les nouveaux modes de consommation, les addictions sans substances, et les besoins spécifiques des proches, des migrants et des femmes.



## BILANS COMPARÉS AUX 31 DÉCEMBRE 2016 ET 2017

ACTIFS	2016	2017	PASSIFS	2016	2017
<b>ACTIFS CIRCULANTS</b>	<b>621 915,82</b>	<b>633 995,16</b>	<b>CAPITAUX ÉTRANGERS</b>	<b>51 063,76</b>	<b>118 903,15</b>
Caisse	4,75	4,75	Créanciers	10 382,05	15 766,18
PostFinance 10-21391-8	367 722,09	166 302,80	TVA due	9 742,61	44 462,52
PostFinance 14-979260-9	0,00	937,65	C/c Cornèrcard	137,40	0,00
Raiffeisen 254838 cpte épargne sociétaire	118 039,90	118 189,75	Passifs de régularisation	30 801,70	58 674,45
Raiffeisen 254860 cpte épargne	6 279,55	6 282,30	<b>MANDATS</b>	<b>137 187,99</b>	<b>94 181,89</b>
Raiffeisen 254863 cpte garantie loyer	11 688,65	11 693,80	C/c Mandat PNA	25 507,95	11 915,75
Débiteurs	35 966,50	160 076,70	C/c Mandat CRIAD	0,00	-9 462,30
./ Provision pour pertes s/débiteurs	-17 800,00	0,00	C/c Mandat Campagne alcool	45 322,60	8 066,35
Impôt anticipé	507,45	509,55	C/c Mandat intervention précoce	9 311,88	33 689,78
Actifs de régularisation	31 360,95	86 156,01	C/c Mandat Rapport intervention précoce jeu	3 568,80	0,00
C/c PILDJ	68 145,98	83 841,85	C/c Mandat PF GE	0,00	30 158,35
<b>ACTIFS IMMOBILISÉS</b>	<b>10 701,00</b>	<b>13 501,00</b>	C/c Mandat Online Sucht	3 533,35	1 516,70
Matériel informatique	5 600,00	9 900,00	C/c Mandat Tabac	7 289,80	-10,20
Matériel de cours	1,00	1,00	C/c Mandat ProMeDro (OFSP)	27 295,65	22 895,65
Aménagement des locaux	4 900,00	3 400,00	C/c Mandats internationaux	0,00	133,35
Titres	200,00	200,00	C/c Mandat Prévention du Jeu Excessif	21 171,00	0,00
<b>TOTAL</b>	<b>632 616,82</b>	<b>647 496,16</b>	C/c Mandat SuAk - Académie des dépendances	-4 613,04	-6 196,34
			C/c Mandat Prison et addictions	-1 200,00	1 474,80
			<b>FONDS PROJETS</b>	<b>154 429,23</b>	<b>142 069,09</b>
			Fonds Alco+	104 207,29	56 781,60
			Dépendances	0,00	13 888,90
			Projet DB & Site	28 000,00	22 200,00
			Projet In Médias	18 939,69	20 109,69
			Projet Brochures Ados	3 282,25	3 526,70
			Projet Nightlife	0,00	25 562,20
			<b>PROVISION</b>	<b>10 000,00</b>	<b>10 000,00</b>
			Provision projet charte	10 000,00	10 000,00
			<b>CAPITAUX PROPRES</b>	<b>277 642,21</b>	<b>280 875,84</b>
			Capital	98 203,15	100 496,78
			Réserve plan social	82 983,12	82 983,12
			Fonds formation	13 000,00	13 000,00
			Réserve PF Genre	5 600,00	5 600,00
			Fonds communications	17 963,58	17 963,58
			Réserve pour équipement	8 171,00	8 171,00
			Réserve campagnes politiques	20 941,36	20 941,36
			Réserve projet de prévention	30 000,00	30 000,00
			Fonds formations TSHM	780,00	1 720,00
			<b>DIFFÉRENCE (capital)</b>	<b>2 293,63</b>	<b>1 466,19</b>
			<b>TOTAL</b>	<b>632 616,82</b>	<b>647 496,16</b>

## COMPTES DE PROFITS ET PERTES COMPARÉS 2016 ET 2017

Période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre

DÉPENSES	2016	2017	PRODUITS	2016	2017
<b>FORMATION GREA</b>	<b>75 948,62</b>	<b>46 247,83</b>	<b>RECETTES</b>	<b>233 688,87</b>	<b>175 219,79</b>
Promotion formation	7 020,66	6 089,83	Cotisations	51 940,00	57 000,00
Défraiements intervenants	15 904,71	12 474,90	Modules de formations	97 680,00	60 710,00
Défraiements intervenants (indépendant)	13 330,95	10 124,80	Journée de formations	38 730,00	14 524,36
Défraiements intervenants (soumis AVS)	8 956,00	7 962,35	Prestations diverses	16 729,20	23 494,20
Frais modules	2 429,80	68,35	Autres produits	703,52	1 543,83
Frais journées	28 026,50	8 597,60	Indemnités interventions	12 846,15	17 897,40
Frais certification	280,00	930,00	Dons	15 060,00	50,00
<b>COORDINATION</b>	<b>42 107,04</b>	<b>26 279,79</b>	<b>MANDATS</b>	<b>644 220,35</b>	<b>687 118,80</b>
Soutien aux plateformes	1 834,26	880,50	Produit fordd	138 787,40	124 307,40
Frais de délégation internationale	6 419,27	2 783,72	Produit PILDJ	141 420,00	104 000,00
Autres frais de délégation et représentation	239,40	362,00	Résultat s/Mandat PNA	59 400,00	43 900,00
Cotisations diverses	1 000,00	820,23	Produit CRIAD	0,00	94 521,60
Comité GREA	5 274,35	3 445,95	Résultat s/Mandat Campagne alcool	68 000,00	46 000,00
Membres GREA	25 668,76	16 812,68	Résultat s/Mandat intervention précoce	49 000,00	34 668,80
Documentation (acquisition d'ouvrages)	1 671,00	1 174,71	Produit PAC+ (KAP+)	29 800,00	29 800,00
<b>COMMUNICATION</b>	<b>37 431,21</b>	<b>11 102,90</b>	Produit PAC (KAP)	4 629,65	0,00
Internet	3 355,90	565,55	Résultat s/Mandat Online Sucht	5 300,00	10 350,00
Base de données	1 745,00	0,00	Résultat s/Mandat PF GE	0,00	42 800,00
Maintenance "cloud" (DB & Site)	7 206,00	4 698,35	Résultat s/Mandat Tabac	0,00	7 300,00
Impressions et envoi réseau	2 856,58	3 019,30	Résultat s/Mandat alcool et espace public	3 674,00	0,00
Graphisme	64,35	1 914,45	Résultat s/Mandat ProMeDro (OFSP)	78 200,00	80 400,00
Débats	22 203,38	905,25	Résultat s/Mandat internationaux	0,00	8 200,00
<b>PERSONNEL</b>	<b>760 969,55</b>	<b>858 811,79</b>	Résultat s/Mandat Chômage et addictions	9 009,30	0,00
Salaires	630 585,00	742 057,60	Résultat s/Mandat Prévention du Jeu Excessif	0,00	21 171,00
./. Salaires récupérés	0,00	-28 320,40	Résultat s/Mandat Prison et addictions	0,00	39 700,00
Charges sociales	100 579,65	108 122,80	Résultat s/Mandat Académie des dépendances	57 000,00	0,00
Défraiement, transports, formation	12 227,10	12 847,09	<b>PROJETS</b>	<b>32 000,00</b>	<b>37 150,00</b>
Auxiliaires (stagiaires et civilistes)	17 304,75	23 144,70	Produit A+	10 600,00	29 200,00
Frais professionnels forfaitaires apprentie	0,00	960,00	Résultat s/Projet In Médias	6 400,00	7 950,00
Frais de représentation	273,05	0,00	Dissolution Projet 50 ans	15 000,00	0,00
<b>ADMINISTRATION ET INFRASTRUCTURES</b>	<b>123 629,87</b>	<b>88 564,94</b>	<b>AUTRES PRODUITS</b>	<b>132 292,45</b>	<b>132 825,00</b>
Leasing, technique et hardware	4 341,25	5 580,30	Soutiens cantonaux (dîmes)	123 100,00	124 050,00
Maintenance informatique	17 400,95	2 588,95	Soutien 3K LStup	9 225,00	8 775,00
Télécom (téléphone, Internet)	3 773,70	7 662,10	Escomptes	-32,55	0,00
Loyer	48 741,60	48 741,60	<b>PRODUITS FINANCIERS</b>	<b>178,25</b>	<b>159,85</b>
./. Sous location	-6 000,00	0,00	Intérêts rémunérateurs	178,25	159,85
Entretien des locaux	700,15	1 824,50	<b>BÉNÉFICE DE L'EXERCICE</b>	<b>2 293,63</b>	<b>1 466,19</b>
Fournitures de bureau, frais administratifs	4 965,10	10 837,10	<b>TOTAL</b>	<b>1 040 086,29</b>	<b>1 031 007,25</b>
Comptabilité	19 200,00	27 533,35			
Assurances commerciales	392,75	382,65			
Frais financiers et intérêts	541,37	486,14			
Ajustement TVA	14 832,30	0,00			
Amortissements	5 785,70	8 034,25			
Mouvements extraordinaires	-4 645,00	-7 306,00			
Attribution provision pour pertes s/débiteurs	5 600,00	-17 800,00			
Attribution Fonds DB & Site	8 000,00	0,00			
<b>TOTAL</b>	<b>1 040 086,29</b>	<b>1 031 007,25</b>			

LE GROUPEMENT ROMAND D'ÉTUDES DES ADDICTIONS (GREA) EST L'ASSOCIATION ROMANDE DES PROFESSIONNELS ACTIFS DANS LE CHAMP DES ADDICTIONS DEPUIS PLUS DE 50 ANS.

## Rôle du GREA

Fondé le 17 septembre 1964, il promeut l'innovation et les bonnes pratiques, dispense des formations et prend position sur les sujets politiques en lien avec les addictions. Son organisation, ses fonctions et ses valeurs sont fixées dans les statuts et la charte disponibles sur Internet.

Depuis l'automne 2015, le GREA travaille formellement au sein de la Fédération des professionnels des addictions, qui réunit les trois organisations des addictions suisses GREA, Fachverband Sucht et Ticino Addiction. Ensemble, ils défendent leurs intérêts fondamentaux communs et les défendent vis-à-vis des politiques et de l'administration.

## Membres du GREA

Le nombre de membres du GREA ne cesse d'augmenter. Le GREA compte 438 membres individuels (+9) et 21 membres institutionnels en 2017.

## Secrétariat

L'année 2017 aura été une année particulière pour le GREA, avec le départ de plusieurs collaborateurs clés du secrétariat. Nos remerciements et notre gratitude vont à nos anciens collègues Nathalie Arbella, Joëlle Meuwly et Frédéric Richter qui ont quitté le secrétariat vers de nouveaux défis professionnels.

Le GREA a été bouleversé par le drame qui a affecté notre collaboratrice Stella Jalade. Son courage et sa force de résilience nous ont tous impressionnés et nous tenons à lui réitérer ici nos chaleureux messages de rétablissement.

## LE COMITÉ

Cédric Fazan, Fondation Le Tremplin, FR, président  
Anne François, Cabinet privé, GE, vice-présidente  
Jean Bergeron, UAS/Nant, VD  
Stéphane Caduff, FVA, VD  
Hervé Durgnat, Argos, GE  
Ulrich Gerber, Addiction Valais, VS  
Laurent Roachat, Les Oliviers, VD  
Yaël Liebkind, 143, GE  
Nathalie Mondin, Le Radeau, FR  
Isabelle Philippe, CERFASY, NE  
Benjamin Ravinet, FAN, NE/JU  
George Riesen, Cabinet Conduites addictives, FR  
Ann Tharin, éesp, VD

## LE SECRÉTARIAT

Romain Bach, collaborateur scientifique  
(dès le 01.04.2017)  
Marie Cornut, secrétaire générale adjointe  
Zélie Fontannaz, responsable administration  
(dès le 01.07.2017)  
Jennifer Hasselgard-Rowe, collaboratrice scientifique  
Stella Jalade, médiaticienne  
Joëlle Meuwly, responsable administration  
(jusqu'au 30.06.2017)  
Siham Musa, apprentie employée de commerce  
Célestine Perissinotto, secrétaire générale adjointe  
Daniel Prélaz, chargé de projet (dès le 01.06.2017)  
Frédéric Richter, vice-secrétaire général  
(jusqu'au 31.05.2017)  
Oscar Ruiz, chargé de projet (dès le 01.03.2017)  
Jean-Félix Savary, secrétaire général  
Lydia Schneider, responsable de la formation

## LES CIVILISTES ET STAGIAIRES

Simon Anderfuhren-Biguet  
Jean-Romain Maye  
Aris Martinelli  
Pablo Pfister  
Bastien Piguet  
Andres Pinilla Marin  
David Rouiller



**GROUPEMENT ROMAND  
D'ÉTUDES DES ADDICTIONS**

Rue Saint-Pierre 3  
CP 6319  
1002 Lausanne  
T. +41 24 426 34 34  
F. +41 24 426 34 35  
info@grea.ch

**WWW.GREA.CH**

**GREA**  
GROUPEMENT ROMAND D'ÉTUDES DES ADDICTIONS

**NOUS TENONS ÉGALEMENT À REMERCIER CHALEUREUSEMENT TOUS  
LES ORGANISMES QUI NOUS PERMETTENT D'OFFRIR NOS PRESTATIONS**

Canton de Berne  
Canton de Fribourg  
Canton de Genève  
Canton du Jura  
Canton de Neuchâtel  
Canton du Valais  
Canton de Vaud  
Conférence latine des Affaires sanitaires et sociales  
Conférence latine des chefs des Départements de justice et police (CLDJP)  
Régie fédérale des alcools (RFA)  
Confédération suisse